

---

# MEMOIRE EN REPONSE du 18 mai 2015

---

## ENQUÊTE PUBLIQUE

### DU PROJET ÉOLIEN DES CHEMINS DE GRES

sur les communes de Saint-Hilaire-lez-Cambrai, Saint-Python, Saint-Vaast-en-Cambrésis et Viesly,  
dans le département du Nord



*Réponses apportées par la société Les VENTS du Cambrésis S.A.S. aux remarques remises par Monsieur Jacques DEFEVER le 4 mai 2015, en sa qualité de Commissaire Enquêteur, ayant conduit l'enquête publique du projet éolien des Chemins de Grès du 3 avril au 4 mai 2015.*

#### **Les VENTS de l'Est Cambrésis S.A.S.**

521 bd du Président Hoover

«Le Polychrome»

59800 LILLE





## **Préambule**

L'enquête publique du projet éolien des Chemins de Grès, porté par la société Vents de l'Est Cambrésis S.A.S., s'est déroulée du vendredi 3 avril au lundi 4 mai 2015. Des permanences se sont déroulées au sein des mairies concernées pendant cette période.

Ce document a pour but d'apporter réponse aux différentes observations qui ont été formulées et documents qui ont été remis auprès de **Monsieur Jacques DEFEVER**, commissaire enquêteur.

Dans un premier temps, nous nous efforcerons de répondre aux remarques formulées par les riverains, avant de répondre à celles formulées par les associations.

Les remarques enregistrées appelant une réponse de notre part seront tout d'abord listées et numérotées afin d'être plus facilement identifiables dans la suite du document.

## **A. LISTE DES REMARQUES ET COURRIERS ENREGISTRÉS PAR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU PARC ÉOLIEN DES CHEMINS DE GRÈS, ET APPELANT UNE RÉPONSE DE LA PART DE L'EXPLOITANT**

Au total, 14 remarques de riverains ont été versées au registre d'enquête publique et appellent une réponse de notre part (inscriptions au registre et courriers confondus). A cela s'ajoute 3 dossiers remis par des associations.

N°	Auteur	Date	Distance de l'habitat au parc éolien
<b>Registre d'enquête de Saint-Python</b>			
1	<b>Mme Marie-Paule PETIT</b> 62 rue du Maréchal Foch - Saint-Python	07/04/2015	1,6 km
2	<b>M. Jean-Yves PANIEZ</b> 14 rue Clémenceau - Saint-Python	07/04/2015	1,4 km
3	<b>M. Jean-Luc PLEZ</b> 58 D rue du Maréchal Foch - Saint-Python	04/05/2015	1,6 km
<b>A</b>	<b>M. Bruno PLANCKE</b> , président de l'association <b>APEEVA</b> : <i>Association pour la Préservation de l'Environnement de l'Ecaillon, de sa Vallée et de ses Alentours</i>	04/05/2015	-
<b>B</b>	<b>M. Guy WANDERPEPEN</b> , résidant à Hestrud, adhérent de : <i>Fédération de l'Environnement Durable, Confédération paysanne, Amis de la Terre, ATTAC</i>	04/05/2015	-
4	<b>M. Jean-Michel BEUDIN</b> chemin Bois - Saint-Python	04/05/2015	1,3 km
<b>C</b>	<b>M. Jean-Michel BEUDIN</b> , président de l'association <b>PACAVI</b> : <i>Association pour la Protection et l'Amélioration du Cadre de Vie des habitants de Saint-Python et Environs</i>	04/05/2015	-
5	<b>M. Michel MONTAYE</b> 36 B rue de Cambrai – Saint-Python	28/04/2015 04/05/2015	1,3 km
<b>Registre d'enquête de Saint-Hilaire-lez-Cambrai</b>			
6	<b>M. Jean-Dominique AUBLIN</b> 6 rue de la Nation – Saint-Hilaire-lez-Cambrai	18/04/2015	1,8 km
<b>Registre d'enquête de Saint-Vaast-en-Cambrésis</b>			
7	<b>M. Georges LECLERCQ</b> 12 RUE Joliot Curie – Saint-Vaast-en-Cambrésis	20/04/2015	1,5 km
8	<b>M. Michel LEROY</b>	27/04/2015	?
<b>Registre d'enquête de Viesly</b>			
9	<b>M. François BOUCHEZ</b> 1 rue de la Tour - Viesly	07/04/2015	2,6 km
15	<b>M. Jean AUBLIN LAIGLE</b> , 97 rue de Prayelle - Viesly	04/05/2015	3 km
<b>Courriers remis ou transmis au commissaire enquêteur</b>			
10	<b>M. et Mme BESIN CARRE</b> 15 bis rue Pasteur - St-Hilaire-lez-Cambrai	18/04/2015	2,1 km
11	<b>M. Jean-Jacques MARCHAND</b> , résidant en Haute-Savoie	26/04/2015	> 6 km
12	<b>M. Daniel MILHEM</b> , résidant à Walincourt-Selvigny	29/04/2015	> 6 km
13	<b>M. et Mme HERBIN</b> 22 rue Jean Jaurès – Viesly Maison en construction : Parcelles ZC 377, 381 et 387	30/04/2015	2,9 km 920 m
14	<b>M. Jean-Baptiste PRAT</b> , résidant à Saint-Python	02/05/2015	?

## B. ÉLÉMENTS DE RÉPONSE AUX REMARQUES DES RIVERAINS

### 1. Bruit, Infrasons, champs électromagnétiques, réception analogique (TV), effets stroboscopiques et nuisances pour la santé

-> L'ensemble des remarques formulées sur la santé, le bruit, les infrasons, les champs électromagnétiques, ou encore la réception télévisuelle relèvent toutes sans exception de craintes, entretenues par une image négative de l'éolien, et une méconnaissance de cette filière par les quelques personnes ayant versé leurs remarques au registre d'enquête. Ces remarques ne peuvent remettre en cause les résultats de l'étude d'impact, réalisée dans les règles de l'art, comme nous l'expliquons ci-après.

#### Concernant le bruit :

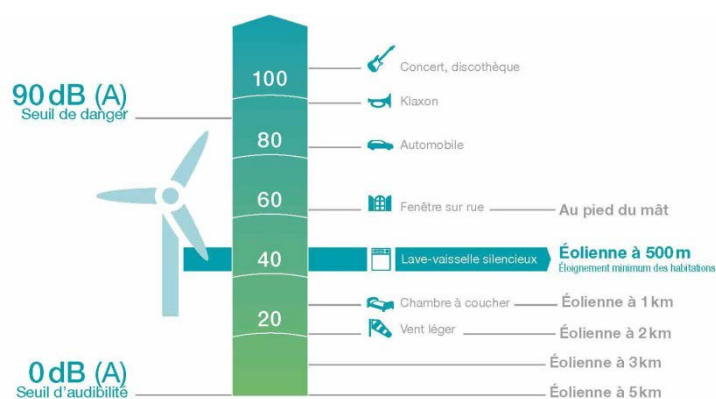
Remarques concernées : **1, 2, 3, 9, 12** et **13**.

Comme précisé dans l'étude d'impact, le bruit émis par une éolienne a trois origines :

- **bruit mécanique** provenant de la nacelle et dû notamment au multiplicateur et à la génératrice
- **bruit aérodynamique (bruit continu de déplacement d'air)** provoqué par l'air fuyant en bout de chaque pale
- **bruit aérodynamique (battement)** lié au passage de chaque pale devant le mât (phénomène de compression de l'air entre la pale et le mât).

A noter que le niveau de bruit émis dépend de la vitesse de rotation du rotor et donc de la vitesse du vent. En l'absence de vent, une éolienne ne tourne pas et donc ne produit pas de bruit. Les éoliennes en fonctionnement sont sources de bruit. Pour que les éoliennes tournent, il faut une vitesse de vent supérieure à 11 ou 14 km/h au niveau de la nacelle, selon le type de machines. Enfin, la source du bruit se situe à plusieurs dizaines de mètres au-dessus du sol.

L'échelle de bruit ci-jointe indique le niveau de bruit perçu par l'oreille humaine, en provenance d'une éolienne, en fonction de la distance à celle-ci.



Source : GDF Suez

Dans le cadre du projet éolien des Chemins de Grès, une étude acoustique a été réalisée conformément à la réglementation en vigueur, et menée par le bureau d'études Kiétudes, expert tiers indépendant. Dans le cadre de cette étude, a été caractérisé l'état initial de l'environnement sonore du site d'accueil de ce futur parc éolien. Deux campagnes de mesures, effectuées en 2013 et 2014, ont été exploitées, réalisées au niveau des 5 points d'habitation les plus proches et les plus exposés au futur parc éolien. Ces mesures ont été effectuées via un matériel homologué et vérifié, selon le projet de norme NFS 31-114 par anticipation sur la disparition annoncée de la NFS 31-010. *Le principal apport de ce projet de norme est de considérer les niveaux d'émergence sur les L50 (niveaux médians de bruits résiduels) en lieu et place des Leq (moyenne de bruits résiduels). Les niveaux en L50 étant des niveaux médians, ils sont beaucoup moins sensibles aux bruits aléatoires et élevés que ne l'est le Leq, cela permet une meilleure représentativité du bruit de fond d'un environnement sonore. A titre d'illustration, les niveaux mesurés en L50 excluent de la*

*mesure les passages de voiture le long d'une route étant donné que ce sont des événements sonores très ponctuels, peu nombreux et de courte durée, quand bien même la circulation participe à l'appréciation que l'on se fait d'un environnement sonore. Le Leq est par contre très sensible à ce type d'évènement sonore et voit sa valeur augmenter avec ce type d'évènement (le L50 traduit le bruit de "fond" d'un lieu).*

Pour caractériser *in fine* le bruit ambiant une fois le parc éolien installé, au niveau des 5 points de mesure retenus, l'étude acoustique s'appuie également sur les données acoustiques du modèle d'éolienne prévu pour équiper le parc : soit le modèle SIEMENS SWT-3.0-113 dans notre cas. Ces données sont fournies par le constructeur. Ainsi, bruit sonore initial (ou « bruit résiduel ») cumulé avec le bruit généré par les machines permet, par calculs, d'identifier si l'installation respectera ou non la réglementation. Les calculs sont effectués par recours à des logiciels spécifiques et pointus, lesquels tiennent compte dans leurs modélisations bien entendu des effets de distance, mais aussi et notamment du relief, des effets d'absorption de l'air, du sol. Ceci ne peut bien entendu être calculé et modélisé que par l'outil informatique.

**Ainsi, dans le cadre du projet éolien des Chemins de Grès, il a été déterminé que les niveaux de bruits qui seront générés par les 10 éoliennes n'auront aucun impact sur la santé des riverains, respectant les seuils réglementaires.**

Des niveaux d'émergences limites sont effectivement fixés par la réglementation pour limiter la gêne chez les riverains. L'étude de bruit de Kiétudes présente ainsi des simulations acoustiques permettant d'estimer les risques de dépassement de ces limites réglementaires. **Il s'avère que le risque de dépassement des émergences réglementaires est très faible à inexistant sur la période de jour comme sur la période de nuit, et ce pour les cinq points de mesure représentant les habitations environnantes les plus proches du projet. Le projet de parc éolien des Chemins de Grès a donc été jugé compatible avec son environnement sonore.**

Enfin, il faut préciser que, en tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, les parcs éoliens sont régulièrement contrôlés tant sur le plan technique, que sur le plan acoustique. Le parc fera l'objet d'un contrôle acoustique dans les six mois suivant sa mise en service (obligation reprise dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter) et les résultats seront transmis à la police des installations classées. En cas de dépassement avéré par ces mesures *in-situ*, les éoliennes peuvent être bridées sur un mode plus silencieux dans les conditions les plus sensibles (selon les conditions climatiques et la direction et la vitesse du vent).

Si cette mesure n'est pas suffisante, lors de ces conditions sensibles, les machines en cause doivent être mises à l'arrêt ; ce qui n'est évidemment pas dans l'intérêt de la société d'exploitation, qui est très attentive aux nuisances sonores, et ce dès la conception du projet. A travers le choix du site d'implantation, du type de machines, du nombre et de la position des éoliennes, l'exploitant s'attache à concevoir un projet de moindre impact, et en particulier sur le volet acoustique.

Pour mémoire, l'étude de bruit de Kiétudes figure dans **l'étude d'impact (partie B-3a** du dossier) du projet éolien des Chemins de Grès aux chapitres suivants :

- **Etat initial de l'environnement sonore : § 3.3.6., p. 103 à 109**
- **Effets du bruit : § 5.3., p. 317 à 324**
- **Impact cumulé des projets éoliens sur le bruit : § 6.2.3., p. 345**
- **Mesures acoustiques à la mise en service : § 9.3.1., p. 418**
- **En cas de nuisances sonores constatées : § 9.4.5., p. 426**
- **Méthodologie de l'étude de bruit : § 13.2., p. 462 à 465**
- **Conclusion de l'étude de bruit : p. 504**

L'étude de bruit intégrale est également annexée à l'étude d'impact, **p. 131 à 175.**

**Concernant les infrasons :**Remarques concernées : **11** et **12**.Aspect étudié au **§ 5.4. Effet des infrasons** de *l'étude d'impact (partie B-3a du dossier)*, p. 324-325

L'infrason est un son grave, basse fréquence (inférieure à 20 Hz), inaudible par l'oreille humaine. Les infrasons nous enveloppent au quotidien (produits notamment par les trains, les machines vibrantes, des instruments de musique, dans l'habitacle d'une voiture, ou encore la pratique de certains sports).

L'intensité des infrasons produits par une éolienne est relativement faible. Les installations éoliennes sont de plus localisées à une distance importante (supérieure à 500 m) des habitations. Dans un rapport daté du 14 mars 2006, l'Académie de Médecine conclut : *« la production d'infrasons par les éoliennes est, à leur voisinage immédiat, bien analysée et très modérée : **elle est sans danger pour l'homme** ».*

Ce même rapport parle notamment de *« **phantasmes nés des infrasons** »* précisant que *« Pour une certaine partie de la population, et contrairement aux ondes sonores que chacun peut percevoir, les basses fréquences se situent dans un monde mystérieux qui fait peur. »*.

**Les infrasons produits par les éoliennes n'ont donc aucun effet notable sur la santé humaine contrairement à ce que croit l'opinion publique.**

Concernant l'impact des infrasons sur les animaux, comme pour l'impact sur la santé humaine, il s'agit d'une crainte sans fondement scientifique.

Un rapport de 1966, relayé sur les différents sites internet anti-éolien, est assez alarmiste quant aux impacts des infrasons sur l'Homme et les animaux. Ce rapport a néanmoins été fortement critiqué et remis en cause, notamment par l'Académie de médecine elle-même, toujours dans son rapport de mars 2006 *« **cette peur des infrasons est entretenue, notamment sur Internet, par la référence à une publication datant de 1966. Ce travail ancien vient d'être analysé par G. Leventhall ; il en a repris tous les éléments, en en faisant méthodiquement la critique. Il a pu montrer que la méthodologie employée était inadmissible et ses conclusions inacceptables, au regard des exigences actuelles d'un travail scientifique.** »*

**Concernant la santé :**Remarques concernées : **1, 3, 4** et **14**.Aspect étudié au **§ 5. Les effets du projet sur la santé : évaluation du risque sanitaire** de *l'étude d'impact (partie B-3a du dossier)*, p. 313-334

Quelques remarques inscrites au registre d'enquête publique (remarques n°**3** et **14**) font référence au **rapport de l'Académie Nationale de Médecine du 14 mars 2006**. Cette étude fait part de recommandations dans son paragraphe 8 et propose : *« **en attendant les résultats de ces études, l'Académie recommande aux pouvoirs publics que, dès maintenant, il serait souhaitable à titre conservatoire que soit suspendue la construction des éoliennes d'une puissance supérieure à 2,5 MW situées à moins de 1500 mètres des habitations** »*. Nous noterons que l'Académie de Médecine a fait ici preuve pour le moins d'une très grande précaution, voire d'un certain excès, en PROPOSANT à titre conservatoire cette distance de 1500 m, sans aucune justification ou fondement scientifique.

Une étude plus récente, celle de l'AFSSET de mars 2008, étude menée par un groupe d'experts et non une étude bibliographique, mentionne que *« les éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes, tant au niveau de l'appareil auditif que des effets liés à l'exposition aux basses fréquences et aux infrasons. A l'intérieur, fenêtres fermées, on ne recense pas de nuisances - ou leurs conséquences sont peu probables au vu des bruits perçus. En ce qui concerne l'exposition extérieure, les émissions sonores peuvent être à l'origine d'une gêne - souvent liée à une perception négative des éoliennes. En outre, des retours d'expérience ont montré que la détermination d'un critère de distance minimale d'éloignement des éoliennes par rapport aux habitations n'est pas représentative de la réalité et constitue un exercice hasardeux. Au vu de ces éléments, **l'énoncé à titre permanent d'une distance minimale de 1500 m vis-à-vis des habitations, même limitée à des éoliennes de plus de 2,5 MW, ne semble pas pertinente.** »*



Pour rappel, le projet éolien des Chemins de Grès respecte la réglementation en vigueur (loi ENE issue du Grenelle II pour l'environnement et arrêté du 26 août 2011), imposant une distance d'éloignement d'au moins 500 m vis-à-vis des habitations et zones d'urbanisation future. La première habitation est localisée à 720 m du projet (sur Saint-Vaast-en-Cambrésis).

#### Concernant les champs électromagnétiques :

Remarques concernées : 3 et 14.

Aspect étudié au § 5.5. *Champs électromagnétiques* de l'étude d'impact (partie B-3a du dossier), p. 326-329

**Tout appareil électrique en fonctionnement crée un champ électromagnétique (CEM).** Le CEM correspond à l'association des ondes électrique et magnétique se déplaçant ensemble à la vitesse de la lumière.

Ainsi, une télévision, un sèche-cheveux, ou encore un réfrigérateur émettent un CEM.

Une éolienne, comme tout appareil utilisant, générant ou transportant de l'énergie électrique, génère un champ électromagnétique, notamment au niveau de la génératrice (dans la nacelle) et des câbles électriques (confinés dans l'éolienne puis enterrés dans le sol). Le CEM d'une éolienne appartient à la gamme des CEM « basses fréquences ».

La réglementation française reprend les recommandations européennes 1999/519/CE pour la protection du public. Ainsi, l'arrêté du 26 août 2011 précise que les installations d'éoliennes sont implantées de telle sorte que les habitations ne sont pas exposées à un champ magnétique supérieur à 100 µT à 50-60Hz.

Comme il est expliqué en détails dans l'étude d'impact, le CEM au pied d'une éolienne est très faible, trop faible pour avoir un effet sur la santé. A partir, de 30 m du mât, il n'est quasiment plus perceptible. Aucun impact sur la santé de la population n'est donc possible, d'autant plus que les premières habitations se situent à plus de 720 m des éoliennes.

#### Concernant la réception TV :

Remarques concernées : 1 et 9.

Aspect étudié dans l'étude d'impact (partie B-3a du dossier) au :

- § 4.2.5.2.2. *Impacts sur les radiotélécommunications*, p. 245,
- § 9.5.2. *Mesure n°13 : En cas de perturbation de la réception télévisuelle*, p. 427 à 429.

Les éoliennes, de par leurs dimensions et les matériaux utilisés, peuvent potentiellement et de manière tout à fait aléatoire occasionner une gêne sur les radioémissions. Les éoliennes n'émettent pas directement d'ondes mais les pales et le mât risquent de réfléchir ou de diffracter les transmissions télévisuelles, et créer ainsi des ondes réfléchies ou diffractées. Ce phénomène parasite peut brouiller la réception de la télévision.

Pour un projet éolien, il est particulièrement difficile d'anticiper ce phénomène.

Sur le point des radiotransmissions (communications entre antennes relai), la consultation des services de l'ANFR permet de se prémunir de tout risque d'interférence avec les faisceaux hertzien de radiotransmission. Les services de l'ANFR ont été consultés dans le cadre de ce projet.

Les éoliennes du projet éolien des Chemins de Grès ne se situent pas dans une zone de servitude de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles, ou de protection des centres de réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques.

En cas de perturbation de la réception télévisuelle avérée et due aux éoliennes, la société d'exploitation mandate un antenniste pour modifier les réglages de l'antenne.



Si cela s'avère insuffisant, l'installation d'une parabole (et en ultime recours d'un réémetteur) sera effectuée aux frais de la société d'exploitation.

**Pour bénéficier de cette mesure, la perturbation de la réception télévisuelle doit être avérée et due aux éoliennes** (parc situé entre l'habitation et le centre d'émission - orientation de l'antenne - ou à proximité).

Très récemment, le **CSA et l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR)** ont mis en place une **procédure** à suivre qui permet d'ouvrir une enquête en cas de perturbation de la réception télévisuelle (*Source : [www.csa.fr/Television/La-reception/La-reception-de-la-TNT-par-l-antenne-rateau/Vous-ne-recevez-pas-bien-la-television-que-faire/L-enquete-approfondie-menee-conjointement-par-l-ANFR-et-le-CSA](http://www.csa.fr/Television/La-reception/La-reception-de-la-TNT-par-l-antenne-rateau/Vous-ne-recevez-pas-bien-la-television-que-faire/L-enquete-approfondie-menee-conjointement-par-l-ANFR-et-le-CSA)*).

Cette procédure est détaillée dans l'étude d'impact, **p.427 à 429**.

#### **Concernant l'effet stroboscopique :**

Remarque concernée : **3**

Aspect étudié au **§ 5.6. Effet stroboscopique et ombres portées** de **l'étude d'impact (partie B-3a du dossier), p. 329-333**

De par leur taille et leur mouvement, **les éoliennes sont susceptibles de projeter une alternance d'ombre et de lumière, lors de journées ensoleillées. Cet effet est appelé « effet stroboscopique »** et peut causer une gêne pour les riverains.

L'effet stroboscopique peut être perçu par un observateur statique, mais il devient rapidement non perceptible pour un observateur en mouvement, par exemple dans un véhicule.

Contrairement à ce qui est parfois invoqué, **ce phénomène ne peut pas provoquer de crise d'épilepsie**. En effet, une réaction du corps humain ne peut apparaître que si la vitesse de clignotement est supérieure à 2,5 Hz ce qui correspondrait pour une éolienne à 3 pales à une vitesse de rotation de 50 tours/minutes ! Or les éoliennes actuelles tournent à une vitesse comprise entre de 9 à 19 tours par minute, soit bien en deçà de ces fréquences (*Source : Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éoliens, Actualisation 2010, MEEDDM*). Par ailleurs, les dimensions des éoliennes ont tendance à s'agrandir, or plus le rotor est grand et plus sa vitesse de rotation est faible (les éoliennes prévues pour équiper le parc éolien des Chemins de Grès tournent en effet entre 6 et 14 tours par minute).

Le **rapport de l'Académie Nationale de Médecine du 14 mars 2006** confirme par ailleurs « *qu'il n'y a pas de risques avérés de stimulation visuelle stroboscopique par la rotation des pales des éoliennes* » (p. 7).

**La réglementation impose à l'exploitant d'un parc éolien la réalisation d'une étude de l'effet stroboscopique, uniquement pour les bâtiments à usage de bureau situés à moins de 250 m du parc éolien. L'étude doit alors démontrer que l'ombre projetée de l'aérogénérateur n'impacte pas plus de 30 jours par an et 30 minutes par jour le bâtiment en question.**

**Aucune règle n'existe vis-à-vis des habitations, localisées obligatoirement à plus de 500 m des éoliennes.**

Dans le cas du parc éolien des Chemins de Grès, il n'y a pas de bâtiment à usage de bureau à moins de 250 m des éoliennes, la réglementation ne s'applique donc pas. De même, aucune habitation n'est située à moins de 500 m des éoliennes (720 m de l'habitation la plus proche).

L'exploitant a néanmoins réalisé une étude de l'effet stroboscopique sur les habitations les plus proches autour du projet. **Cette étude a démontré que la plupart des villages et habitations environnants ne seront pas concernés par les effets de projection d'ombres. Celles qui le seront, le seront très faiblement, pour une durée cumulée de moins de 4 heures par an.** Cette étude figure dans **l'étude d'impact (p. 329 à 333)**.

## 2. Impact visuel : paysage et balisage ; et impact visuel cumulé

### Concernant le paysage :

Remarques concernées : **1, 4, 9, 10, 13 et 14.**

La plupart des remarques formulées par les riverains quant à l'impact du projet, et plus globalement l'impact de l'éolien, sur le paysage, n'amènent pas vraiment de réponse de notre part. Il s'agit finalement d'avis plus que de craintes, la perception d'un paysage dépendant de celui qui l'observe, de son ressenti, de son vécu, de ses convictions, etc.

De par leur grande taille, les éoliennes sont forcément visibles. Les qualifier de « monstrueuses machines » (remarque n°4), « moches » (remarque n°1), qui « gâchent », « défigurent » ou encore « détruisent » le paysage » (remarques n°9 et 11), relève en effet d'un avis personnel, indiscutable.

Nous renvoyons à l'*étude d'impact (partie B-3a du dossier)* et à son *volet paysager (partie B-3b du dossier)* qui traitent largement de l'impact visuel du projet et de son intégration dans le paysage.

### Concernant le balisage lumineux des éoliennes :

Remarques concernées : **4 et 9.**

Aspect étudié dans l'*étude d'impact (partie B-3a du dossier)* au :

- § 4.2.1.2.4. *Le balisage lumineux, p. 237-239*
- § 4.2.5.2.1. *Sécurité aéronautique et balisage des éoliennes, p. 244*
- § 9.4.3. *Mesure n°9 – Minimiser les impacts des flashes lumineux sur la commodité du voisinage, p. 42*

**Le balisage des éoliennes est obligatoire et fixé réglementairement, par l'arrêté du 13 novembre 2009, afin de permettre leur localisation notamment par les aéronefs.**

Les aérogénérateurs situés en dehors des zones grevées de servitudes doivent être équipés d'un balisage lumineux, diurne (feu à éclats blancs) et nocturne (feu à éclats rouges). Ce balisage diurne et nocturne est localisé sur le toit de la nacelle.

Il convient de rappeler que le projet éolien des Chemins de Grès se situe bien en dehors des servitudes et contraintes liées à la navigation aérienne et aux circuits de l'aviation civile (aérodromes, héliportations, etc.).

L'arrêté précise par ailleurs que, pour les éoliennes d'une hauteur totale supérieure à 150 m, comme c'est le cas pour les éoliennes du projet des Chemins de Grès, un balisage intermédiaire doit être ajouté. Ce balisage intermédiaire (feu rouge fixe) doit être visible depuis toutes les directions, et se situer à 45 m de hauteur sur le mât.

**Les éoliennes projetées seront donc équipées d'un balisage conforme. Nous ne pouvons y déroger. Il en va de la sécurité de la navigation aérienne.**

De par leur fonction, les flashes lumineux signalent au loin l'emplacement des éoliennes, et les rendent donc plus visibles pour le voisinage, et depuis les axes routiers. Si **la gêne de jour s'avère négligeable**, les flashes nocturnes - bien que moins intenses (seulement 2 000 candélas de nuit, contre 20 000 de jour) et de couleur rouge moins voyante - s'ajoutent à la **pollution lumineuse** des villes et campagnes.

Afin de réduire la gêne pouvant être occasionnée par le balisage, l'exploitant s'est engagé à utiliser la nouvelle génération de **balise lumineuse à LED, minimisant les impacts vers le sol.**

Par ailleurs, la réglementation sur le balisage des obstacles à la navigation aérienne, définie par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), prévoit la possibilité de **régler la fréquence du signal des feux à éclats**. En effet, concernant les feux à éclats moyenne intensité de type A (balisage blanc diurne sur les éoliennes), et de type B (balisage rouge nocturne sur les éoliennes), le signal peut être réglé **entre 20 et 60 flashes par minute**, la réduction du signal permettant de réduire la pollution lumineuse.

En l'absence de contre-indications de la part des services de l'Etat, l'exploitant privilégiera une fréquence des signaux lumineux à 20 flashes par minute, afin de minimiser la pollution lumineuse.

Concernant le cumul des projets éoliens dans le secteur :

Remarques concernées : **3, 4, 10** et **12**.

Aspect étudié dans *l'étude d'impact (partie B-3a du dossier)* au :

- § 3.8. Contexte éolien actuel, p. 219
- § 6. Analyse des effets cumulés avec d'autres projets, p. 335 à 346

Aspect étudié dans *l'étude d'impact paysager (partie B-3b du dossier)* au :

- § 3. Contexte éolien régional et local, p.11 à 25
- § 6.5. Simulations paysagères par photomontages, p.157 à 333

Quelques personnes mentionnent un contexte éolien en croissance dans le secteur, avec notamment la récente autorisation du parc éolien de la Voie du Moulin Jérôme, composé de 14 éoliennes sur les communes de Béthencourt, Bévillers, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai ; et s'inquiètent du cumul qu'engendrerait l'autorisation du parc éolien des Chemins de Grès.

**Le parc éolien des Chemins de Grès se développe certes dans un secteur déjà investi par l'éolien, et reconnu comme favorable à l'implantation d'éoliennes par les services de l'Etat :**

- Le projet se situe en zone favorable du Schéma Régional Eolien du Nord Pas-de-Calais de 2012, au sein d'un pôle de densification (zone privilégiée pour l'implantation d'éoliennes).
- Localement, les communautés de communes du Pays Solesmois (CCPS) et du Caudrésis-Catésis (4C) ont chacune lancé en 2008 et 2009 une démarche de création de Zone de Développement Eolien (ZDE) sur leur territoire. Le secteur de Saint-Python et Viesly fait partie des 3 secteurs présentés par la CCPS, avec une extension possible de ce zonage sur le territoire de la 4C, sur Saint-Hilaire et Saint-Vaast. Cependant, le secteur de Saint-Hilaire et Saint-Vaast, identifié comme propice à l'implantation d'éoliennes par la 4C, n'est finalement pas retenu au profit du zonage sur Saint-Hilaire, Quiévy et Bévillers.

Ainsi, le site d'implantation du projet des Chemins de Grès se situe pour partie sur une ancienne ZDE, en cours d'instruction lors de l'adoption de la loi Brottes (loi supprimant les ZDE).

D'autre part, **le contexte éolien connu à la date de réalisation des études (août 2014) a bien été considéré.** Ainsi, le projet éolien de la Voie du Moulin Jérôme, en cours d'instruction lors du développement du projet, et ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en septembre 2014, a bien été pris en compte, notamment dans l'élaboration des scénarios d'implantation.

Ainsi, sur la variante d'implantation retenue, le volet paysager précise que :

- « Au sein-même du pôle de densification n°2, on observe des espaces de respirations conséquents qui subsistent, permettant une lecture claire et différenciée de chacun des projets éoliens, un non-encerclement des villages de Quiévy et St-Hilaire, proches du projet des Chemins de Grès et du groupe nord du projet de la Voie du Moulin Jérôme ; une distance de 4 km entre le projet des Chemins de Grès et le groupe sud du projet de la Voie du Moulin Jérôme sans effet d'enserrement du village de Quiévy. » cf. **p.140** du **volet paysager**.
- « la structure du parc fait partiellement écho à celles des groupes du parc de « la Voie du Moulin Jérôme » à l'ouest, tout en étant plus aérée. » cf. **p.141** du **volet paysager**.

Les effets d'intégration paysagère et de cumul d'impact ont bien été étudiés, conformément à la réglementation, en particulier dans le volet paysager de l'étude d'impact. Celui-ci conclut notamment que « **les effets cumulés et intervisibilités du projet avec les parcs éoliens existants, accordés ou en instruction sont en grande majorité très faibles à nuls** ». Elle précise par ailleurs que « **10 photomontages présentent des intervisibilités modérées, principalement avec le groupe nord du parc de "la Voie du Moulin Jérôme" situé à environ 2,5 km. La distance entre les parcs éoliens du périmètre reste généralement importante et suffisante, permettant d'éviter une confusion et une saturation visuelle avec le parc des Chemins de Grès.** » cf. **p.333** du **volet paysager**.

### 3. Dévaluation des biens immobiliers

Remarques concernées : 1, 4, 9, 10, 13 et 14.

Aspect étudié au § 4.6.3.4. *Influence sur les biens immobiliers* de l'étude d'impact (partie B-3a du dossier), p. 310-311

La valeur d'un bien immobilier dépend de plusieurs critères (comme l'activité économique de la zone, la valeur de la maison et l'évolution de cette valeur, la localisation de la maison et son environnement, etc.). L'implantation d'un parc éolien n'a aucun impact sur les critères objectifs de valorisation d'un bien, mais joue bel et bien sur les éléments subjectifs, variant d'une personne à l'autre.

Plusieurs études statistiques ont été menées sur le sujet, en France et dans le reste du monde, d'autres sont en cours.

Les études les plus récentes sont celles citées dans l'étude d'impact, réalisée par le Berkeley National Laboratory (laboratoire national américain, dépendant du Département de l'énergie). Il conclut, dans son étude statistique d'août 2013, à l'absence d'impact mesurable des parcs éoliens sur les prix de l'immobilier. Le champ d'analyse de cette étude basée sur le territoire des Etats-Unis est très large et porte sur :

- 50 000 maisons situées à moins de 15 km d'un parc, dont 1 200 à moins de 1 500 m et 331 à moins de 800 m ;
- 67 parcs éoliens, composés en moyenne de 35 éoliennes de 118 m et 1,5 MW.

L'analyse a été menée sur des transactions réalisées avant la construction des parcs éoliens et d'autres effectuées après la construction.

Plus récemment, dans un second rapport, le Berkeley National Laboratory, en association avec l'Université du Connecticut, publié en janvier 2014, a réalisé une autre étude portant cette fois sur l'effet des éoliennes sur les valeurs immobilières en milieu urbain et semi-urbain dans le Massachusetts.

Cette étude analyse la vente de 122 000 maisons dans des zones densément peuplées du Massachusetts, entre 1998 et 2012, avant et après l'installation de 41 éoliennes.

Elle conclut à l'absence d'impact négatif statistiquement décelable, et observe au contraire un léger effet positif sur les prix de vente à l'annonce de l'installation d'un parc éolien.

Dans notre pays, les études sont encore rares, faute de recul suffisant.

Nous avons relevé plus récemment un article de presse datant d'octobre 2014, publié dans le journal « Ouest France », au sujet de la baisse de l'immobilier à proximité de parcs éoliens dans le Morbihan. Les éoliennes n'entraîneraient pas de dépréciation d'après le maire d'une des communes concernées : « *Nous avons déjà quatre éoliennes sur ce secteur, à la limite de Gueltas. Elles sont en service depuis août 2005. Cela n'a pas empêché les lotissements de se remplir et ce, très rapidement. J'en veux pour preuve l'augmentation de la population noyale. Par ailleurs, les prix n'ont jamais baissé depuis. S'il y avait une répercussion à la baisse sur l'immobilier actuellement, ce serait plutôt dû à la crise.* »

Article fourni en annexe de ce document (annexe 1).

Enfin, des parcs éoliens sont construits et en exploitation depuis maintenant dix années en NPdC et Picardie, il semble probable que si dévaluation immobilière il y a avait à proximité d'un parc éolien, cette information aurait été mise à jour et relayée depuis bien longtemps par les médias.

#### 4. Impact sur la biodiversité : faune et flore

Remarques concernées : **4**, **7** et **11**.

La tâche de répondre aux riverains sur l'aspect « écologie » a été soumise au bureau d'études écologiques O2 Environnement, bureau ayant réalisé l'expertise écologique du dossier unique. Vous trouverez cette réponse en **annexe n°2** du présent document.

#### 5. Responsabilité de l'exploitant et remise en état du site

Remarques concernées : **4** et **14**.

Aspect étudié au **§ 12. Démantèlement du parc et remise en état de l'étude d'impact (partie B-3a du dossier), p. 453-456**

**Pour rappel, Les VENTS de l'Est Cambrésis est la société d'exploitation, responsable du parc éolien des Chemins de Grès.**

Sur le plan réglementaire, le décret n°2011-985 du 23 août 2011, en application de l'article L.553-3 du Code de l'Environnement, définit les conditions de constitution et de mobilisation des garanties financières (articles R.553-1 à 4 du Code de l'Environnement), et précise les modalités de cessation d'activité d'un site regroupant des aérogénérateurs (articles R.553-5 à 8 du Code de l'Environnement). L'arrêté du 26 août 2011 précise quant à lui les modalités de remise en état et la constitution des garanties financières pour les installations éoliennes.

**Autrement dit, l'exploitant a l'obligation, dès la naissance de son projet éolien, d'anticiper sa fin de vie. Les VENTS de l'Est Cambrésis ne peut s'affranchir de cette obligation, et n'a nulle intention de le faire.**

La remise en état d'un parc éolien implique de rendre au site sa vocation initiale (vocation agricole). Cette étape se réalise avec **l'avis du propriétaire du terrain ainsi que celui du maire ou du président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme**, comme le précise l'article R.512-6, alinéa 7, du code de l'environnement. Pour le projet des Chemins de Grès, ces avis ont été obtenus par la société d'exploitation Les VENTS de l'Est Cambrésis s.a.s. Ils figurent en annexe de la **notice descriptive** du présent **(partie B-1 du dossier), p. 61-70**.

Pour rappel, l'arrêté du 26 août 2011 estime le coût du démantèlement d'une éolienne, de la remise en état des terrains, de l'élimination ou de la valorisation des déchets générés, à 50 000 euros par éolienne, montant de la garantie financière constituée à cet effet et fournie préalablement à l'obtention de l'autorisation d'exploiter. Ce montant doit être réactualisé chaque année.

#### 6. « L'éolien consomme beaucoup d'électricité »

Remarque concernée : **9**

Aspect étudié au **§ 4.1.5. Effets sur la consommation énergétique de l'étude d'impact (partie B-3a du dossier), p. 236**

Oui, une éolienne consomme nécessairement de l'électricité pour le fonctionnement de ses dispositifs de contrôle (surveillance et pilotage à distance, contrôle de la vitesse et de la direction du vent, capteurs de température, etc.), dispositifs de sécurité (alarmes, dispositifs d'arrêt d'urgence, etc.) et équipements (balisage lumineux, éclairage interne, ascenseur de service, etc.). Tous ces appareils consommant de l'énergie sont indispensables au bon fonctionnement d'une éolienne, à sa mise en sécurité, et à la sécurité des techniciens y travaillant lors des maintenances.

Comme mentionné dans l'étude d'impact, cette « autoconsommation » reste néanmoins minime par rapport à la production d'électricité générée par les éoliennes. Dans le cas du projet éolien des Chemins de Grès, cette part d'« autoconsommation » représenterait seulement 0,2 % de la production attendue.

D'autre part, les éoliennes sont en soutirage électrique au niveau du réseau de distribution uniquement lorsque ces dernières ne sont pas en production, c'est-à-dire moins de 10% du temps de l'année. Quand les éoliennes sont en production, la part d'autoconsommation est prise directement sur la production des éoliennes.

### **7. « L'éolien ne réduit pas la pollution », « l'éolien ne dispense pas de construire des centrales nucléaires »**

Remarque concernée : **4**

Actuellement, sur le plan de la production électrique française, l'énergie nucléaire constitue une énergie dite de base. Représentant autour de 70% de la capacité électrique nationale, cette source est incapable de répondre aux variations quotidiennes de la consommation électrique. Pour répondre à ces fluctuations quotidiennes, ont été développées les centrales électriques hydrauliques, thermiques (gaz, charbon) et les cogénérations. Les énergies renouvelables s'inscrivent dans ce panel énergétique comme des sources d'énergie dite « fatale », c'est-à-dire qu'elles viennent s'injecter sur le réseau national de manière prioritaire et permettent donc de réduire les capacités thermiques en place et génératrices de gaz à effet de serre. Ainsi, quand l'éolien est en fonction, les capacités thermiques opérationnelles sont réduites et quand l'éolien ne l'est pas, les capacités thermiques préexistantes sont utilisées pleinement, telle qu'avant le développement de l'éolien. Réseau de Transport d'Electricité (RTE) le confirme d'ailleurs dans son bilan Prévisionnel de 2007 : «*Le second point important concerne la contribution de l'éolien au passage des pointes de consommation : malgré l'intermittence du vent, l'installation d'éoliennes réduit les besoins en équipements thermiques nécessaires pour assurer le niveau de sécurité d'approvisionnement souhaité. On peut en ce sens parler de puissance substituée par les éoliennes.*» (source : [http://www.rtefrance.com/uploads/Mediatheque\\_docs/vie\\_systeme/annuelles/bilan\\_previsionnel/bilan\\_complet\\_2007.pdf](http://www.rtefrance.com/uploads/Mediatheque_docs/vie_systeme/annuelles/bilan_previsionnel/bilan_complet_2007.pdf), p49).

**L'éolien contribue donc bien à réduire le recours aux sources électriques thermiques et participe donc pleinement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.**

**M. Bouchez** (remarque n°9) affirme même qu'en Allemagne « beaucoup de centrales thermiques ont été mises en service ». Nous ne pouvons nous permettre de juger la politique énergétique de l'Allemagne, cela ne rentre aucunement dans nos compétences ni dans le cadre de ce projet. Néanmoins, nous pouvons en toute logique supposer que l'Allemagne n'a pas construit de centrales thermiques à cause de ses éoliennes, mais bien suite à l'arrêt progressif de ses centrales nucléaires, qui ne fournissent donc plus d'énergie dite « de base ».

### **8. « L'éolien est une énergie intermittente »**

Remarques concernées : **4** et **10**.

Effectivement, en l'absence de vent, une éolienne ne peut fonctionner : l'éolien est donc bien une source d'énergie renouvelable intermittente. Cette caractéristique s'applique d'ailleurs à d'autres sources d'énergie renouvelable : la production photovoltaïque par exemple fluctue à la fois quotidiennement, en fonction de l'ensoleillement, mais aussi de manière saisonnière, en fonction des heures de lever et de coucher du soleil, et de la nébulosité. De même, les centrales hydrauliques seront davantage productives lors des périodes de pluviométrie élevée, alors qu'en période de sécheresse, leur production chute.

L'éolien n'échappe donc pas à la loi de la nature. Néanmoins, il convient de préciser que dans notre région, les éoliennes sont en production électrique en moyenne 90% de l'année.

### **9. « L'éolien ne produit pas assez d'électricité », « le bilan énergétique est dérisoire »**

Remarques concernées : **9** et **11**.

Difficile de répondre à ces remarques car l'on peut se demander ce qui serait « suffisant » en termes de production d'électricité d'origine éolienne pour ces personnes.



Aussi, nous ne pouvons nous appuyer que sur les bilans annuels, nationaux et régionaux, de Réseau de Transport d'Electricité (RTE), consultables sur le site internet de RTE, permettant objectivement de comparer les différentes sources de production d'électricité et leur rendement, et d'affirmer que la production d'électricité d'origine éolienne est en constante hausse.

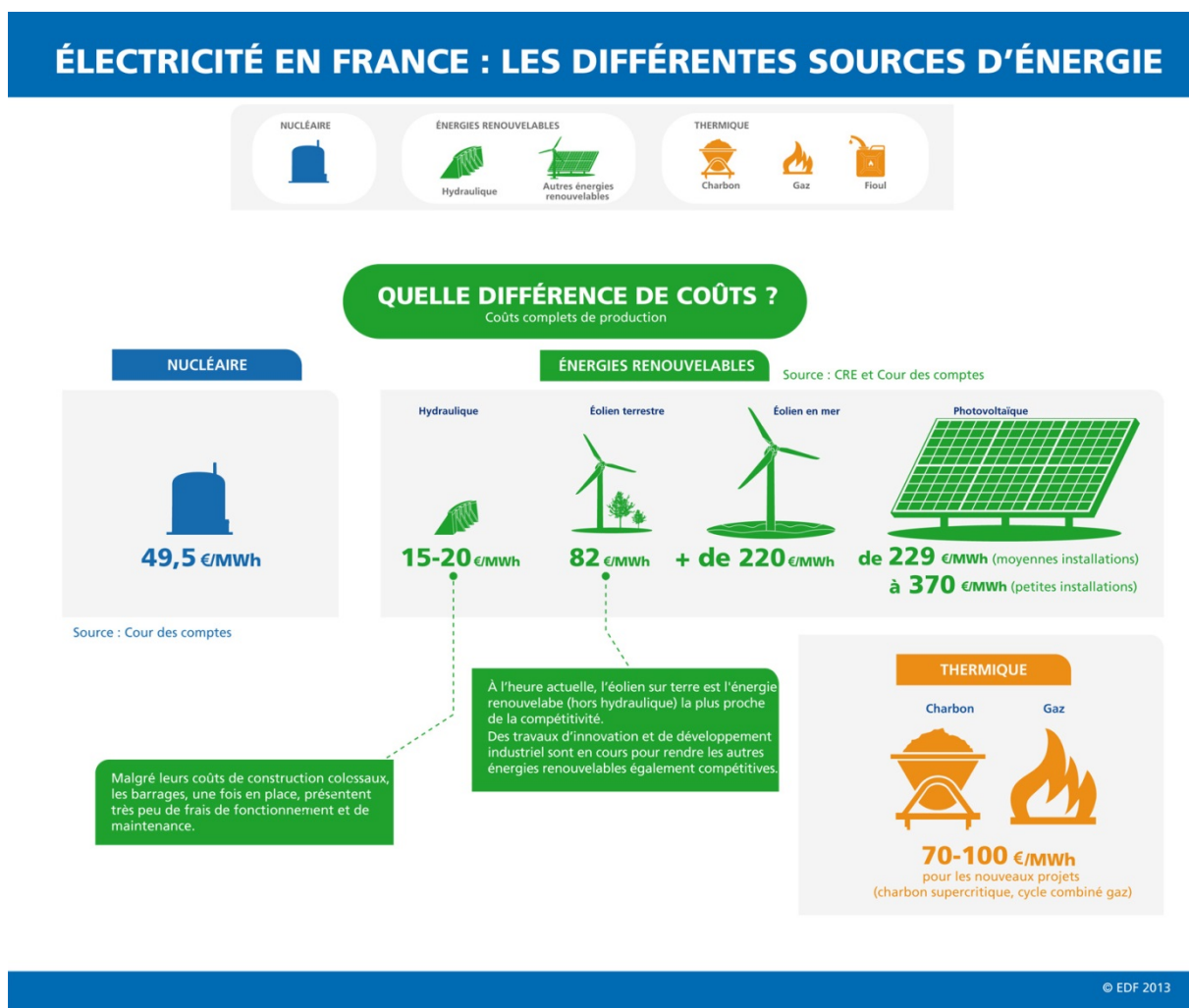
Le dernier bilan national de RTE (de 2014, [http://www.rte-france.com/sites/default/files/bilan\\_electrique\\_2014.pdf](http://www.rte-france.com/sites/default/files/bilan_electrique_2014.pdf)) précise que « en 2014, La production issue de l'ensemble des sources d'énergies renouvelables atteint 19,5% de la consommation d'électricité française. Ce niveau est en légère augmentation par rapport à l'année 2013 » (p. 15). Il ajoute « Dans la continuité de 2013, plus de la moitié de la production des énergies renouvelables hors hydraulique est issue de la production éolienne. Les conditions de vent ont été particulièrement favorables pour la filière éolienne en début d'année et durant l'été » (p. 16).

### 10. Le coût de l'éolien / de l'électricité d'origine éolienne

Remarques concernées : **1, 3, 4, 8 et 9.**

Concernant le coût de l'éolien, nous ne pouvons qu'orienter le lecteur vers des sources fiables et officielles pour juger de la compétitivité de l'énergie éolienne par rapport aux autres sources d'énergie.

Ainsi, si l'on s'intéresse plus en détails aux coûts de production de l'électricité selon les différentes sources de production, on constate que cette énergie est produite à un coût compétitif, contrairement aux affirmations enregistrées lors de l'enquête publique, comme l'illustre le schéma ci-dessous, réalisé en 2013 par EDF sur la base des chiffres de la Cour des Comptes et de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) (Source : <https://www.lenergieenquestions.fr>) :





**Par ailleurs, certains dénoncent des subventions et avantages fiscaux au profit de l'éolien, et l'accusent d'être la cause de l'augmentation des factures d'électricité.**

Afin de se donner les moyens d'atteindre les objectifs de développement des filières renouvelables, l'Etat a choisi d'apporter un soutien aux porteurs de projets dans le domaine des énergies renouvelables, notamment pour la biomasse, l'éolien ou encore le photovoltaïque. Ainsi, un tarif de rachat préférentiel de l'électricité issue des éoliennes est arrêté chaque année en fonction de plusieurs indicateurs de l'INSEE. En 2015, ce tarif atteint de 82 €/MWh contre environ 50 €/MWh pour le prix du marché. **Ce tarif préférentiel a permis l'essor des filières renouvelables.**

Une taxe, la **Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)**, a pour but de dédommager EDF du manque à gagner engendré par ce tarif de rachat préférentiel imposé aux fournisseurs d'électricité. En 2015, cette taxe s'établit à 19,5 €/MWh (soit 1,95 c€/kWh), payée par tous les consommateurs d'électricité.

Selon l'analyse du marché de détail de l'électricité faite par la Commission de Régulation de l'Energie en 2013, la CSPE contribue :

- **au développement des énergies renouvelables** (63,6% de la CSPE, dont le photovoltaïque en majorité) ;
- **à la péréquation tarifaire** (23,4% de la CSPE, permettant aux consommateurs des Zones Non Interconnectées au réseau métropolitain, à savoir les îles françaises et les DOM par exemple, d'avoir accès à l'électricité au même prix qu'en métropole, bien que son coût de production sur place soit plus important) ;
- **au dispositif des tarifs sociaux**, qui représentent aujourd'hui 5,5 % de la CSPE contre 2 % précédemment, le nombre de foyers éligibles aux Tarifs de Première Nécessité (TPN) étant en constante augmentation.

Comme l'illustre le graphique page suivante (issu du rapport de la CRE), l'éolien n'est responsable que de 15,2 % de cette taxe. (Source : <http://www.cre.fr/operateurs/service-public-de-l-electricite-cspe/montant#section1>).

Pour rappel, dans l'**étude d'impact (partie B-3a du dossier)**, nous avons calculé en région Nord Pas-de-Calais, la consommation moyenne d'électricité à usage domestique par habitant, pour l'année 2011 : elle atteint 2 523 kWh (détail du calcul au **§ 2.3.8. Production électrique attendue, p. 66**).

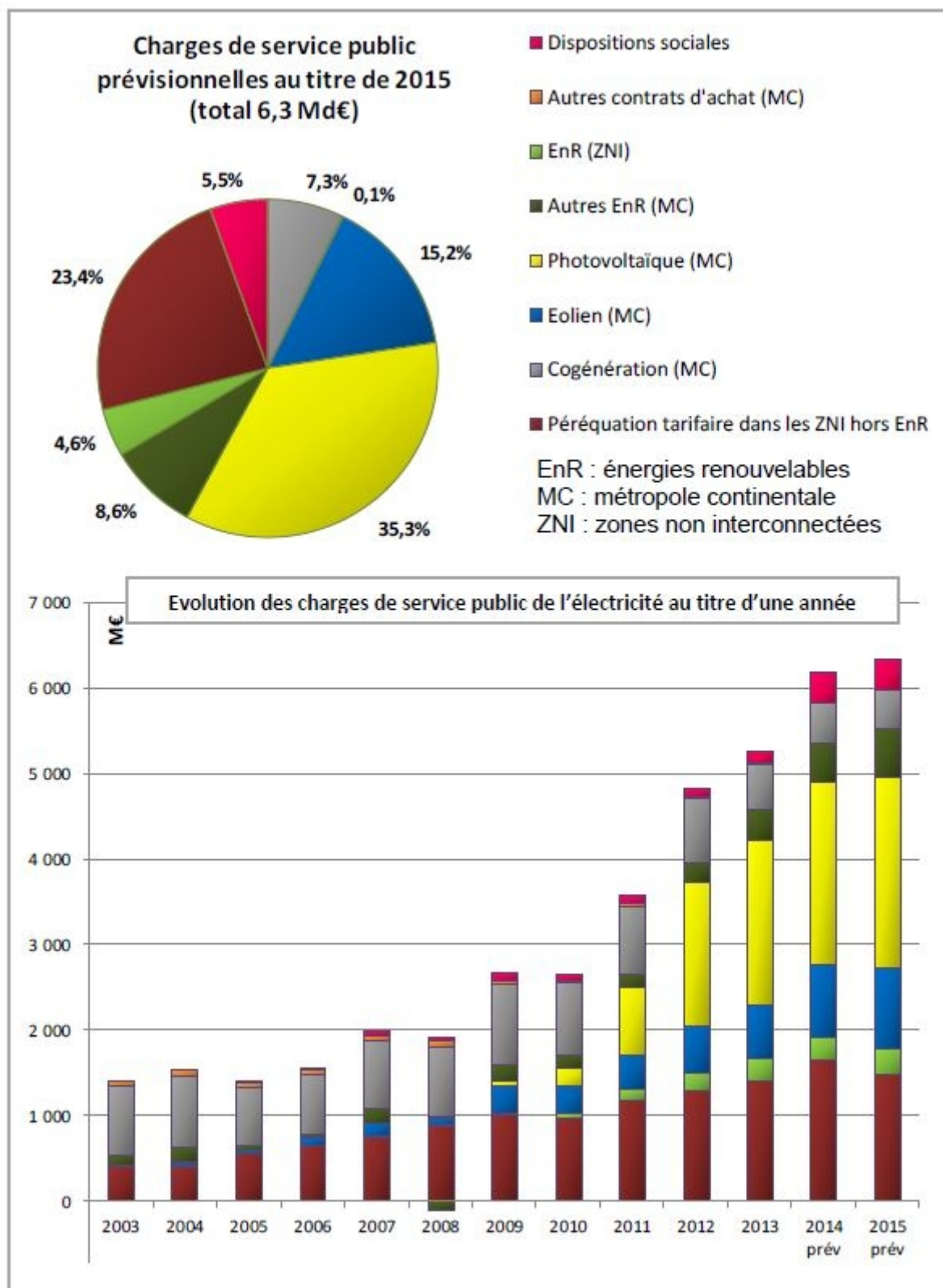
**Sur la base des calculs de la CRE et de ceux figurant dans l'étude d'impact (mentionnés ci-avant), la CSPE représente donc par habitant de la région, en 2011, environ 49,2 €/an.**

**Ainsi, la contribution de chaque habitant du Nord Pas-de-Calais au développement de la filière éolienne atteint 7,5 €/an (15,2% de 49,2€).**

**On peut effectivement parler de la CSPE comme d'une « subvention » de l'éolien. Mais la contribution du consommateur au développement des énergies renouvelables et en particulier de l'éolien ne représente finalement qu'une bien faible part (7,5 €/an par consommateur).**

**En revanche, les éoliennes ne bénéficient d'aucun avantage fiscal, étant soumises à la Taxe Foncière, à la Cotisation Foncière des Entreprises, à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises et à l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau.**

Enfin, il nous semble utile de rappeler que la plupart des nouvelles filières industrielles font l'objet d'aide, soutien ou subvention à un moment ou à un autre. Ce fût notamment le cas de la filière électrique nucléaire décidée par le gouvernement de M. Pompidou dans les années 70 et mise en œuvre sous la présidence de M. VGE. Cette filière a été financée intégralement par l'Etat, c'est-à-dire in fine par le contribuable.



### **11. Développement éolien et objectifs de la loi Grenelle : « 220 000 éoliennes = 1 éolienne tous les 2,5 km<sup>2</sup> : la France défigurée »**

Remarque concernée : **3**

Nous ignorons sur quelle source M. PLEZ s'est appuyé pour affirmer que « *pour se passer du nucléaire, il faudrait en France 220 000 éoliennes* ». Nous ignorons d'ailleurs que remplacer le nucléaire par l'énergie éolienne était un objectif de la loi Grenelle !

A nouveau, l'opinion publique se méprend sur la place actuelle et à venir de l'éolien dans le mix énergétique français, à cause d'une désinformation massive pratiquée par les opposants à cette filière. Pour sortir du nucléaire (véritable ambition du Gouvernement), c'est bien l'ensemble du bouquet des énergies alternatives qui doit être développé, dont les énergies renouvelables. L'éolien, au même titre que l'énergie hydraulique, solaire ou encore la biomasse, fait donc partie de ce mix énergétique alternatif.

Rappelons les véritables objectifs de la première loi Grenelle : elle fixe un objectif de 23% de notre consommation énergétique finale devant provenir de ressources renouvelables en 2020. Dans le plan national « Énergies renouvelables » du Ministère de l'Environnement, l'éolien contribuera à cet objectif avec 25 000 MW installés en 2020 (19 000 MW terrestres et 6 000 MW en mer), soit 10% de la production nationale d'électricité.

En 2014, la puissance éolienne terrestre installée atteint 9 120 MW (bilan électrique de RTE), représentant environ 5 000 éoliennes. En six ans, pour permettre l'atteinte des objectifs fixés par la loi Grenelle 2, 9 880 MW doivent être installés, représentant entre 3 000 et 5 000 éoliennes (selon leur puissance), bien loin des 220 000 éoliennes annoncées par M. PLEZ.

### **12. Manque de transparence, enquête publique non relayée**

Remarques concernées : **10** et **14**.

La démarche de développement d'un projet éolien sur le territoire d'implantation du projet est connue de la population depuis plusieurs années. En effet, plusieurs campagnes et réunions d'information ont eu lieu dans le cadre de la démarche de création des Zones de Développement Eolien par les communautés de communes de Caudrésis-Catésis, et du Pays du Solesmois, depuis 2009. Le détail de cette communication est rappelé dans l'*étude d'impact (partie B-3a du dossier), § 1.6. Historique du projet et information du public, p. 53-54*.

Des rencontres et des réunions ont été organisées régulièrement pour tenir informés les élus de l'avancement du projet. Les Conseils municipaux des quatre communes, organes représentatifs de la population, ont également tous délibéré en faveur du projet lors de son développement. L'ensemble de ces conseils municipaux ont bien entendu fait l'objet préalablement d'un affichage de l'ordre du jour en mairie, consultable à tout moment par la population qui pouvait y assister librement, ainsi que d'un affichage des délibérations en mairie.

Le choix d'une communication supplémentaire n'a pas paru nécessaire aux municipalités, dans un contexte de développement serein.

**Rappelons enfin que l'enquête publique du présent projet a été programmée et annoncée à la population par toutes les voies légales**, à savoir : un affichage de l'avis d'enquête publique sur site, ainsi que sur les panneaux d'affichage des quatre mairies accueillant le projet et des vingt-trois autres communes voisines (et incluses dans le périmètre d'affichage de 6 km), et ce depuis au moins quinze jours avant le début de l'enquête, jusqu'à sa clôture. L'avis d'enquête publique a également été publié à deux reprises dans les journaux « *La Voix du Nord – édition du Cambrésis* » (le 12 mars et le 4 avril 2015) et « *La Gazette Nord Pas-de-Calais* » (le 13 mars et le 10 avril 2015).

Cet avis d'enquête publique précise les dates des cinq permanences en mairies, les coordonnées du commissaire enquêteur et du chef de projet, ainsi que les moyens de consultation du dossier (dans les 27

mairies concernées, sur demande auprès du commissaire enquêteur ou de la société d'exploitation, ou via le site internet de la Préfecture pour une partie du dossier).

Nous n'avons, dans le cadre de cette enquête publique, reçu aucune sollicitation (demande d'information, demande de communication du dossier) de la part de riverains. D'ailleurs nous pouvons penser que si la population s'était sentie non informée sur ce projet de parc éolien, ce fait aurait rejailli sur le déroulement de l'EP au travers d'un nombre bien supérieur à 2 remarques versées au registre d'enquête publique...

### 13. Phénomène météorologique local

Remarque concernée : **3**

M. PLEZ affirme qu'un « phénomène local – Le MOURMONT – coupe les orages venant sur Solesmes / Saint-Python » et que « celui-ci risque d'être annulé par l'implantation du parc éolien qui risque d'attirer les orages au-dessus du village ».

N'en ayant pas connaissance, nous souhaitons connaître les études scientifiques associées aux affirmations de M. PLEZ.

D'après les données météorologiques locales, les orages sont relativement peu fréquents sur le site de projet (*étude de dangers - partie B-5 du dossier - § 3.2.1.4. Orage et foudre, p. 43*), avec en moyenne 15 jours d'orage comptabilisés sur le site étudié chaque année (*données observées par la station météorologique de Cambrai-Epinoy sur la période de 1961 à 1990*).

Nous pouvons ajouter qu'en cas d'orage sur le secteur du projet, il est fort probable que, étant donné leur hauteur, les éoliennes jouent au contraire de par leur taille un rôle de parafoudre (au même titre que les châteaux d'eau), l'éloignant justement des villages.

Pour appel, les éoliennes sont équipées et protégées contre les effets de la foudre et mises à la terre (*étude de dangers - partie B-5 du dossier - § 7.3.2.6. Prévenir les effets de la foudre, p. 123*).

M. PLEZ nous met également en garde contre les « coulées de boue venant du plateau de Fontaine au Tertre ». D'après lui, ce phénomène se serait déjà produit.

Nous demandons à M. PLEZ de bien vouloir nous fournir les rapports faisant état de ces coulées de boue, dont nous n'avons trouvé aucune mention.

Pour rassurer M. PLEZ sur la prise en compte de la sensibilité du sol et du sous-sol dans le cadre de ce projet, comme il est mentionné dans l'*étude d'impact (partie B-3a du dossier)*, le dimensionnement des fondations des éoliennes est confié à un bureau d'études spécialisé, après réalisation d'études géotechniques poussées (*§ 2.3.2. Fondations, p. 61*). La nature du sol et du sous-sol, ses caractéristiques, sa portance sont bien prises en compte dans le dimensionnement des fondations.

### 14. Plan de financement

Remarque concernée : **6**

La *notice descriptive (partie B-1 du dossier)* contient l'ensemble des éléments relatifs aux capacités techniques et financières de la société d'exploitation Les VENTS de l'Est Cambrésis, et notamment un plan de financement :

- *§ 6. Capacités techniques et financières, p. 18-27*
- *§ Annexe 7 - Plan de financement du projet des Chemins de Grès, p. 53*

### 15. Surplomb

Remarque concernée : **15**

M. AUBLIN affirme qu'il est favorable au projet d'installation d'éolienne mais tient à faire remarquer que les éoliennes E9 et E10, implantées sur Saint-Python, surplombent des territoires situés sur la commune voisine de Viesly. Effectivement, c'est le cas, et ce, pour plusieurs raisons, principalement pour des raisons paysagères, notamment pour la régularité des alignements du projet.

Il est à noter que le projet est réparti de façon équitable entre les 4 communes au vu des territoires communaux recoupés par le site d'implantation : Saint-Hilaire, Saint-Python et Viesly représentant la majorité du site d'implantation ont chacune 3 éoliennes implantées sur leur territoire. Quant à la commune de Saint-Vaast, elle dispose d'une éolienne sur son territoire.

#### 16. Incohérences sur le nombre d'éoliennes et la distance aux habitations

Remarque concernée : 5

Nous ne comprenons pas cette remarque de M. MONTAYE.

Le dossier est suffisamment explicite sur le nombre d'éoliennes composant le projet (10 machines), et sur la distance entre ces éoliennes et les habitations les plus proches.

#### 17. Réponses aux remarques de M. MILHEM, résident de Walincourt-Selvigny

Remarque concernée : 12

Dans son courrier du 29 avril au commissaire enquêteur, M. MILHEM émet un certain nombre de remarques auxquelles nous répondons ci-après point par point, en reprenant sa numérotation.

1- M. MILHEM s'interroge sur la prise en compte de ses remarques par le commissaire enquêteur, étant donné qu'il réside à Walincourt-Selvigny, commune située en dehors du périmètre de 6 km autour du projet (à plus de 10 km du projet exactement). M. MILHEM précise au préalable qu'il a assisté aux réunions publiques de deux autres projets éoliens, dont un sur sa commune, et qu'il s'est fait « *une opinion sur les mauvais choix d'implantation des éoliennes en général* ».

On peut effectivement s'interroger sur la pertinence de l'intervention de M. MILHEM, étant donné son lieu d'habitation, et également du fait que son épouse est membre de l'association « Non au projet éolien de Walincourt-Selvigny et Haucourt-en-Cambrésis ».

C'est à vous, Monsieur le commissaire enquêteur, que revient la décision ou non de prendre en compte certaines remarques (en fonction de leur nature ou de leur auteur).

2- M. MILHEM demande une diffusion large et systématique des informations relatives aux parcs éoliens, la prolongation de l'enquête publique ou encore les moyens de se procurer le dossier.

Nous considérons que l'avis d'enquête publique et le code de l'environnement sont suffisamment explicites sur ces différents sujets, les dossiers étant consultables dans les communes concernées, et diffusables sur demande à la Préfecture.

3a- « *Ce document est un standard du bureau d'étude ECOTERA* ».

Comme il est précisé dans l'**étude de dangers (partie B-5 du dossier), § 1.4. Guide générique utilisé, p. 20** et dans son **résumé non technique (partie B-4 du dossier), § 1.2.2. Méthodologie, p. 9**, l'étude de dangers s'appuie sur le **guide technique national «Guide technique : Elaboration de l'étude de dangers dans le cadre des parcs éoliens»**, finalisé en mai 2012, et rédigé par le groupe de travail composé du Syndicat des Energies Renouvelables (SER) et de l'Institut National de l'Environnement industriel et des RISques (INERIS). Ce guide technique a été élaboré sous l'impulsion du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) et du SER, après le classement des éoliennes en ICPE. Il constitue une aide technique et méthodologique pour l'élaboration et l'instruction des études de dangers relatives aux éoliennes terrestres.

Ce guide a été **validé en juin 2012 par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR), qui l'a reconnu conforme aux exigences réglementaires en matière d'évaluation des risques et adapté à ce type d'installation.**

Ce guide constitue une trame, à compléter et adapter en fonction du projet. Il est donc normal de noter une ressemblance entre les études de dangers et les résumés non techniques d'un même développeur. Comme un C.V., un dossier de remise d'appel d'offre par exemple, une étude d'impact doit répondre à un formalisme, une trame très stricte.



3b- M. MILHEM affirme ensuite que « *les turbulences dues aux éoliennes ont un impact sur l'aviation* », précisant que « *des études ont été menées* » sur le sujet. **M. MILHEM ne mentionne cependant aucune source. Nous ne pouvons apporter de réponse à cette affirmation.**

Néanmoins nous tenons à préciser deux points importants.

D'une part, la notion de « turbulence » est bel et bien abordée dans l'*étude d'impact (partie B-3a du dossier)*. Les éoliennes utilisant la force du vent, lors de leur fonctionnement des turbulences sont engendrées dans le sillage du rotor. Les tourbillons induits à l'arrière de l'éolienne se forment dans un cône où la vitesse du vent est ralentie (§ 4.1.3.2.3. *Sillages aérodynamiques*, p. 232).

D'autre part, la réglementation française impose des règles d'implantation strictes aux éoliennes vis-à-vis des radars et installations de l'aviation civile (aérodrome, hélistation, balise de radionavigation, plate-forme ULM, etc.) à travers l'arrêté du 26 août 2011 ou encore la Circulaire du 12 janvier 2012. Tout ceci est également précisé dans l'*étude d'impact*, § 3.3.5.2. *Contraintes radars*, p. 100-103.

**Le projet éolien des Chemins de Grès respecte ces dispositions réglementaires, et bénéficie d'ailleurs d'un avis favorable des services de l'aviation civile daté du 9 octobre 2014** (il figure en annexe du présent mémoire en réponse, *annexe 3*). Dans le cadre de l'autorisation unique, cet avis favorable de l'aviation civile est indispensable à la bonne instruction du projet (Ordonnance du 20 mars 2014).

Pour une raison simple, ce type d'accident n'est pas pris en compte dans l'étude de dangers, puisque les aéronefs ne doivent pas voler à trop basse altitude, où ils sont susceptibles de rencontrer des obstacles tels que les antennes ou encore les éoliennes. Nous considérons en effet que les règles de navigation aérienne sont connues par les pilotes, et appliquées.

Enfin, comme précisé dans l'*étude de dangers*, dans l'accidentologie française, p. 103, on répertorie en 14 ans un seul accident impliquant un avion : à Plouguin, en Bretagne, en 2008, on a répertorié un léger choc entre l'aile d'un bimoteur et une pale d'éolienne. Les conditions météorologiques étaient mauvaises et l'aéronef volait à une trop basse altitude.

3c- M. MILHEM s'interroge ensuite sur l'amplification du bruit, des infrasons et des turbulences lorsque les éoliennes tournent toutes à la même vitesse, en parlant de « résonnance ». Ce terme ne veut rien dire dans le cas des parcs éoliens.

Généralement, les éoliennes d'un même parc fonctionnent toutes en même temps. Il peut arriver qu'une ou plusieurs éoliennes soient à l'arrêt pour différentes raisons (éolienne en maintenance ou en réparation par exemple). La vitesse de rotation des rotors peut toutefois être variable d'une machine à l'autre en fonction de la position de l'éolienne (son altitude notamment) et de la variabilité du vent.

Plus la vitesse de rotation du rotor augmente, plus son sillage aérodynamique augmente. Les éoliennes du projet des Chemins de Grès sont suffisamment éloignées les unes des autres pour éviter que le sillage de l'une n'interfère avec le sillage d'une autre (évitant ainsi les pertes de production notamment).

Concernant le « cumul » de bruit et d'infrasons : effectivement, si les machines tournent toutes à la même vitesse et produisent de l'énergie à puissance maximale, elles produiront en toute logique davantage de bruit et d'infrason. Rappelons que c'est ce cas de figure d'un fonctionnement simultané de toutes les éoliennes du parc éolien en projet qui a été considéré dans l'étude acoustique du dossier.

Nous renvoyons aux paragraphes spécifiques de ce mémoire en réponse sur le bruit et sur les infrasons pour davantage d'explications sur ces thématiques.

3d- Contrairement à ce qu'affirme M. MILHEM, l'interdistance avec d'autres parcs éoliens voisins existants est bien précisée dans le dossier, mais pas dans l'étude de dangers ni son résumé non technique, étant donné qu'il n'existe pas d'autre éolienne à moins de 500 m des éoliennes projetées (*étude d'impact - partie B-3a du dossier - § 3.8. Contexte éolien actuel*, p. 219). Le premier parc existant se situe effectivement à plus de 9 km des éoliennes projetées (sur Beaudignies, Louvignies-Quesnoy, Salesches et Sepmeries), bien au-delà du périmètre de l'étude de dangers de 500 m.

3e- M. MILHEM fait ensuite référence à l'incendie survenu sur une éolienne de Rémigny, dans l'Aisne, en janvier 2015. Cet accident, survenu après le dépôt du dossier de demande d'autorisation unique du projet des Chemins de Grès (en septembre 2014), ne figure pas dans l'accidentologie de l'étude de dangers.

Contrairement à ce qu'il affirme, les incendies sont bien étudiés dans l'*étude de dangers* comme types d'accidents susceptibles de survenir sur le projet éolien des Chemins de Grès, et font l'objet d'une analyse préliminaire des risques (§ 7. Analyse préliminaire des risques, p. 111-129). En revanche, il ne fait pas l'objet d'une analyse de risque détaillée contrairement aux scénarios de projection et de chute d'élément ou encore d'effondrement de l'éolienne, présentant davantage de risques pour la population voisine et méritant donc une analyse plus poussée (§ 7.4.1. Scénarios exclus de l'analyse détaillée des risques, p. 128).

M. MILHEM nous accuse ensuite d'exclure ce risque « au mépris des risques pour la population ainsi que pour les personnes des services d'incendie ». M. MILHEM se méprend à nouveau.

La décision des services de secours d'intervenir en cas d'incendie sur une éolienne reste de leur ressort. En effet, si les risques évalués au vu de la situation sont trop importants, les pompiers n'interviennent pas dans l'éolienne, laissant les matières combustibles se consumer, établissant un périmètre de sécurité au sol jusqu'à la fin de l'incendie.

M. MILHEM s'inquiète néanmoins à juste titre de la pollution de l'air induite par un incendie d'éolienne. Comme pour tout incendie (feu de culture, incendie d'un hangar ou d'une habitation), les fumées émanant d'une combustion sont nocives, et difficiles à maîtriser (dépend du sens du vent, de la quantité de matériaux ou de substances combustibles, de la hauteur de l'incendie).

La distance entre les éoliennes et les premières habitations, de 720 m, et la localisation du foyer de l'incendie (majoritairement dans la nacelle, à 100 m de hauteur dans notre cas) laissent penser que la population voisine sera protégée des fumées directes, les plus concentrées. Il n'existe aucune substance toxique au sein d'une éolienne en quantité suffisante pour engendrer des risques pour la santé des populations riveraines en cas de combustion libre.

3f, 3g et 3e- M. MILHEM pose ensuite une série de questions sur la méthodologie utilisée pour l'étude détaillée des risques de chute ou de projection d'élément, ou encore d'effondrement ; ainsi que sur les systèmes de sécurité mis en place par l'exploitant.

Nous rappelons que l'étude de dangers s'appuie sur le guide méthodologique « **Guide technique : Elaboration de l'étude de dangers dans le cadre des parcs éoliens** » validé par la DGPR.

Si M. MILHEM a des questions spécifiques sur la méthodologie utilisée, il peut s'y référer, ce guide lui apportera tous les éléments de réponse. Il est disponible sur internet.

Concernant les moyens de sécurité mis en place sur le parc éolien des Chemins de Grès, ils sont suffisamment détaillés dans l'étude de dangers (§ 4. Description et fonctionnement de l'installation, p. 67-84, § 7.3. Mise en place des barrières de sécurité, p. 120-127).

4- M. MILHEM se demande si l'autorisation d'un parc éolien implique le refus de tout autre projet postérieur situé à moins de 500 m.

Il n'existe, à l'heure actuelle, aucune règle d'implantation d'un parc éolien par rapport à un autre.

Néanmoins, pour des questions de sécurité des installations, d'impact paysager, d'impact acoustique ou encore de productivité des machines, il convient de ménager une distance suffisante entre deux parcs éoliens. Cela dépend donc essentiellement du contexte et du type de machine en place et projeté.

5- M. MILHEM demande enfin comment se procurer le dossier complet.

Toute personne peut en faire la demande à la Préfecture du Nord, à tout moment et ce dès la publication de l'avis d'enquête publique..



## C. ÉLÉMENTS DE RÉPONSE AUX REMARQUES DES ASSOCIATIONS

### Réponse à l'association PACAVI

La lettre de l'association PACAVI relève d'une pratique à présent bien connue et largement répandue des "anti-éolien" laquelle consiste à assener son interlocuteur (ou cible) d'informations non fondées, non argumentées, de suppositions ou peurs dont le seul but est d'émouvoir ou apeurer.

Le déroulé de cette méthode de désinformation est le suivant:

#### 1. Ne jamais être précis.

Ainsi, on lit que dans ce courrier que les ARTICLES, ADJECTIFS et des PRONOMS sont toujours INDEFINIS pour entretenir volontairement le flou faute de preuves ou d'arguments:

*"Des membre de notre association"*

*"de nombreuses autres associations"*

*"Quiconque veut s'en donner la peine"*

*"Des occupants..., des acquéreurs..., de futurs propriétaires...."*

*"Certains d'entre eux ont l'intention...."*

#### 2. La population sera confrontée à un risque

Et cette apparente masse de population non déterminée devra faire face à des **"nuisances connues et reconnues, des inconvénients anormaux de voisinage"**, jamais fondés ou démontrés scientifiquement.

Un projet qui **"engage l'avenir et le quotidien"**. On se demande toujours après plus de 10 années de recul sur l'éolien en France en quoi les éoliennes compromettent l'avenir d'une population, ainsi que son quotidien. Le dernier sondage du CSA d'avril 2015 démontre pourtant bien le contraire.

#### 3. Tout est fait dans le dos de la population: syndrome de conspiration parfois proche de la diffamation

*"défaut d'information sciemment entretenu par les élus"*

*"un amalgame et une confusion certaine ont été savamment entretenus"*

Apporter une réponse à ce type de critique est une gymnastique peu aisée, nous allons cependant répondre aux observations faites sur le projet éolien des Chemins de Grès spécifiquement, c'est-à-dire répondre aux 7 pages d'éléments avancés par l'association PACAVI, ainsi qu'aux annexes quand ils concernent également le projet en lui-même et donc écarter tout ce qui est sujet d'ordre général ou idéologique.

#### I- Préambule ou de l'utilité (ou non) de l'éolien terrestre

Partie ne concernant pas le projet éolien des Chemins de Grès et son enquête publique

#### II- Sur l'étude d'impact

##### - Photomontages truqués, page 2/7

Cf. Méthodologie de réalisation des photomontages décrite dans l'**étude d'impact, p160-161**

*" les éoliennes mesurent plus de 3 fois la hauteur du mât de mesure installé" : il s'agit d'un mensonge, le mât de mesure de vent mesure 83m de hauteur sommitale, soit un peu moins de la moitié de la hauteur sommitale de chacune des éoliennes qui est de 156m.*

Pour ce qui est de la qualité et représentativité de ce qui est présenté comme être des "photomontages", l'association PACAVI aurait été bien conseillée si elle avait pris soin d'exposer sa méthodologie de réalisation desdits "photomontages". Ils apparaissent pour le moins grossiers, totalement irréalistes et surtout faux: par exemple sur l'annexe n°2, le diamètre du mât des éoliennes est aussi large que la largeur de la maison isolée au lieu-dit "le Nungesser" à St Python. Or le diamètre d'un mât d'éolienne à sa base est de l'ordre de 4,2 m et non pas de 10 m ou plus !

Le mât de mesure n'apparaît sur aucun des photomontages pour la simple et unique raison qu'il a été installé postérieurement au dépôt du dossier et donc à la réalisation des prises de vue.

### **- Les nuisances sonores, page 2/7**

St Python et Solesmes sous les vents dominants : l'étude acoustique a été réalisée, laquelle tient compte des phénomènes de propagation du bruit dans son environnement en fonction du relief, de la végétation et des vents dominants.

L'association PACAVI a fait appel aux services "d'un expert acousticien" (comme il est d'usage, personne indéterminée et dont nous ignorons le nom) qui commet de très grossières erreurs en matière d'acoustique. Dans cette annexe 6 il est confondu PUISSANCE acoustique et PRESSION acoustique. Or, c'est le niveau de pression acoustique d'un parc éolien qui est utilisé pour déterminer la conformité réglementaire. La formule ici appliquée est celle du calcul de la puissance théorique acoustique. Elle n'est pas applicable pour l'acoustique réglementaire et ce d'autant plus qu'elle ne considère pas l'atténuation du bruit par l'air, le sol... Si des études acoustiques pouvaient se réduire à un simple calcul théorique à la main, les cabinets d'expertise ne dépenseraient pas des milliers d'euros dans leurs équipements et logiciels ! Enfin, pour préciser les ordres de grandeur, une source sonore de 105dB de puissance acoustique génère une pression acoustique inférieure à 35dB à 1000m et certainement pas les 685dB avancés en annexe 6.

L'étude acoustique menée dans le cadre du projet éolien des Chemins de Grès, par le bureau d'études Kiétudes, est conforme à la réglementation, complète et suffisante, elle a de plus considéré comme récepteur à St-Python, la maison la plus proche du parc, à savoir la maison isolée située au lieu-dit Le Nungesser, située à 760m de la plus proche éolienne. Il s'agit de l'habitation potentiellement la plus exposée au bruit du parc et l'étude ne détermine pour ce point aucun risque de non-conformité réglementaire, il en va donc très logiquement de même pour l'ensemble du village de St-Python encore davantage éloigné du parc éolien projeté.

Pour répondre aux questions/demandes formulées par PACAVI:

- L'étude acoustique est conforme réglementairement, et complète, comme le souligne d'ailleurs l'autorité environnementale dans son avis du 22 janvier 2015.
- Les entrées des villages de St-Python et Viesly ont toutes les deux fait l'objet de mesures de bruit résiduel : Points 5 et 2.
- Aucune habitation ne sera impactée, le projet de parc éolien devant nécessairement respecter la réglementation acoustique, il n'y a pas de possibilité de dérogation ou de largesse en matière d'acoustique.
- Situation de nuisance avérées : la conformité réglementaire acoustique d'un parc éolien est déterminée par l'arrêté du 26 août 2011, nous ne connaissons pas le décret du 31 Août 2006. En cas de nécessité de vérification de la conformité acoustique des installations, l'exploitant du parc éolien, à savoir la société les Vents de L'Est Cambrésis SAS est responsable. Les coordonnées et personnes représentantes sont mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation unique.

**- Les nuisances visuelles, page 3/7**

L'avis de l'autorité environnementale du 22 janvier 2015, fruit des contributions des multiples services de l'état consultés sur ce projet et en particulier des paysagistes et paysagistes conseils de la DREAL n'ont pas relevé de problématique d'effet d'encerclement. Le projet des Chemins de Grès se situe au sein d'un pôle de densification déterminé par le SRCAE du NPDC.

**- Les nuisances au paysage, page 3/7**

Idem, l'avis de l'autorité environnementale du 22 janvier 2015, ne mentionne aucun effet d'écrasement de la vallée de la Selle distante de plus de 2 km du projet.

**- Non-respect de zones d'exclusion, page 3/7**

Nous ne comprenons pas ce que tente de démontrer ce paragraphe, il semble il y avoir amalgame entre des énigmatiques zones d'exclusion vis-à-vis de chemins et d'une problématique paysagère de zone de respiration.

Il nous est impossible de répondre faute de clarté de l'exposé.

**- L'immobilier, page 3/7**

Comme expliqué plus haut dans ce mémoire en réponse, en plus de 10 années d'existence de parcs éoliens en France, jamais aucune baisse de l'immobilier n'a été démontrée du fait de la proximité d'installations éoliennes. Si tel était le cas, alors ce serait un fait bien connu dans le Cambrésis puisque le parc éolien du Canton du Quesnoy, situé à environ 9 km du site des Chemins de Grès, est en fonctionnement depuis plus de 6 années, avec des éoliennes à 500 m d'habitations isolées. Nous n'avons aucun doute que si cette problématique était avérée, les journaux locaux se seraient empressés de relayer cette information.

Par ailleurs, la jurisprudence citée et qui n'est pas reprise en annexe par l'association PACAVI n'a pas la portée que tente de lui attribuer l'association ou le journaliste du courrier de l'Ouest. Il s'agit d'un jugement qui vient sanctionner un DEF AUT D'INFORMATION du vendeur à l'acquéreur vis-à-vis du bien acquis. Le préjudice accordé par le tribunal n'est aucunement lié à une détermination par le tribunal d'une baisse de valeur du bien vendu du fait de l'existence cachée d'un parc éolien, mais bien l'indemnisation en compensation d'un préjudice subi pour défaut d'information. Ce type de compensation est fréquemment obtenu dans de tels litiges pour défaut d'information de l'élaboration d'un PLU, d'un projet immobilier voisin, de la création d'un nouvel axe routier.... Il n'est pas spécifique du cas éolien.

**- Les nuisances sur la santé, page 3/7**

Faute d'une clarté de l'exposé nous ne pouvons répondre qu'aux seuls points suivants:

- « Les clignotements nocturnes à 360° » n'a aucune signification, incompréhensible
- « Avis des autorités ». De quelles autorités est-il fait mentions ? Nous renvoyons une nouvelle fois à l'avis de l'AE sur ce projet, qui est positif.

**- Les dangers, page 4/7**

- Proximité RD942: l'étude d'impact et l'étude des dangers démontrent que les riverains et usagers des routes ne sont pas exposés à des risques significatifs de chute de pale, bris de pale ou projection de glace et ce y compris pour l'éolienne E4 située à 62m du bord de la RD942. L'ordre de probabilité de projection d'un fragment de pale est de l'ordre de  $10^{-4}$ , c'est-à-dire 1 risque de bris de pale tous les 10.000 ans. Il s'agit d'un risque très peu probable. Ce risque est à croiser avec la probabilité d'atteinte d'une cible (personne, cycliste, voiture, piéton...) qui se situerait au moment et à l'endroit exact de chute du bris de pale. Il s'agit par conséquent d'un niveau danger parfaitement acceptable pour les riverains.

- Proximité gazoduc: nous renvoyons à l'étude d'impact en sa page 246 et en particulier à l'étude des dangers. La distance d'éloignement recommandée par GRT gaz vis-à-vis de leurs infrastructures sont systématiquement respectées par le projet. L'éolienne E8, la plus proche du gazoduc, est distante de ce dernier de 159m, la distance préconisée par GRDF est de 156m.
- Risque incendie: nous renvoyons à l'étude d'impact et l'étude des dangers, lesquelles concluent à un niveau de danger acceptable pour les riverains et l'environnement.
- Intervention pompiers: un dossier intitulé "PRÉVISION DES INTERVENTIONS" fût adressé au SDIS en juillet 2014. Ce document est attaché à l'étude des dangers et a pour objet de préciser notamment la nature et l'organisation des moyens de secours dont le demandeur s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel accident. Les services du SDIS sont donc parfaitement informés du projet et des risques qui lui sont spécifiques. Le SDIS est donc préparé à intervenir.

#### - L'avifaune, page 4/7

Cf. **annexe 3** : réponse de notre expert écologue, du bureau d'études O2 Environnement

Notons par ailleurs qu'il est totalement inadmissible d'être accusé de produire des études truquées dans lesquelles les couloirs migrateurs auraient été sciemment déplacés. A cet égard, nous nous réservons le droit d'ester en justice de telles calomnies.

Pour ce qui est de l'évaluation des incidences du projet sur l'avifaune, nous renvoyons à l'étude d'impact et plus particulièrement au chapitre 4.3.

#### - Remise état site, page 4/7

L'arrêté ministériel du 23 Août 2011 régit le démantèlement des éoliennes. Notons que les éoliennes sont une des très rares activités industrielles soumises à cette disposition, il s'agit d'une exception. Pour ne citer qu'un seul exemple, les pylônes haute et très haute tension RTE ne sont pas soumis à une obligation de démantèlement des pieux d'ancrage.

Cet aspect de la remise en état du site après exploitation fait l'objet d'un chapitre spécifique, le chapitre 12. Il y est notamment précisé que le produit de la vente et du recyclage des différents métaux constituant une éolienne, s'avère une opération dont le montant dépasse celui du démantèlement complet d'une fondation estimé à environ 150.000€. Dès lors, la garantie bancaire est très amplement suffisante pour la remise en état initial du terrain d'accueil d'une éolienne.

#### - Les compensations, page 4/7

Le chapitre 9 de l'étude d'impact présente l'ensemble des mesures d'accompagnement du projet des Chemins de Grès visant à éviter, réduire et compenser les impacts. Le coût des mesures compensatoires anticipées dans le cadre de ce projet est de 42 500€. Les mesures compensatoires obéissent et s'inscrivent dans un cadre réglementaire très strict dont le seul et unique objet est de compenser des impacts qui ne peuvent être évités ou réduits. Il s'agit d'une mesure "ultime" à des impacts identifiés.

En l'occurrence, le projet éolien ici en question n'engendrera pas de nuisances aux riverains et si cela avait été le cas, des nuisances ne peuvent en aucun cas être compensées par des mesures du type réduction d'impôts ou autre car ce serait totalement illégal, impossible à mettre en place et déconnecté des impacts à compenser.

#### - Information du public, page 5/7

Les deux réunions publiques organisées en automne 2011 à Vendegies sur Ecaillon et Solesmes, comme indiqué dans l'**étude d'impact** au **§ 1.6.1 page 53**, visaient non pas un projet éolien de la CCPS, mais le projet d'élaboration de Zone de Développement Eolien sur le territoire de la CCPS. Or, le processus d'élaboration d'une ZDE avant l'adoption de la loi Brottes en mars 2013, était bien la **nécessaire et indispensable étape**

**préalable à un projet éolien.** En ce sens, les communes concernées par les zonages de ZDE et la CCPS étaient parfaitement clairs sur le sujet: l'élaboration et l'adoption de ZDE visaient bien la future implantation d'un parc éolien. Le projet de ZDE de la CCPS mentionnait effectivement 5 éoliennes sur le zonage de St Python et Viesly.

Le projet des Chemins de Grès est conforme à ce potentiel identifié puisque ces 2 communes accueillent 6 éoliennes dans le cadre du présent projet. Les 4 autres éoliennes ne sont pas sur le territoire de la CCPS, lequel ne pouvait être visé par le projet de ZDE.

Le public est donc informé de l'implantation d'éoliennes sur ce territoire depuis 2011 !

Pour ce qui est des remarques suivantes formulées sur le plan de l'information du public et ce qui relève de la question de la communication faite par les élus, nous tenons simplement à rappeler ce qui suit : le projet de parc éolien des Chemins de Grès n'est aucunement un projet porté par les élus, il s'agit d'un projet totalement privé, les élus n'ont donc aucune obligation de communication sur le sujet. Il a en effet été décidé de temporiser le dépôt du dossier à l'approche des élections municipales, pour la simple et unique raison qu'il était juste et normal de présenter un projet concret au nouveau conseil et non pas à un conseil qui aurait pu être totalement renouvelé quelques semaines après les prises de délibération. Enfin, nous rappelons qu'un administré impliqué dans la vie de sa commune, suit de près les décisions du conseil municipal et que bien entendu, les ordres du jour et délibérations prises par les conseils municipaux des communes d'implantation vis-à-vis du projet pour notamment ce qui relève de diverses autorisations et droits d'usage ont bien été affichées en mairie. Il n'y a pas d'omerta sur ce projet. Un conseil municipal n'est en mesure de se prononcer et communiquer sur des projets qui sont sous sa maîtrise. En l'occurrence, les projets éoliens sont sous maîtrise privée et sont instruits par l'Etat et font l'objet de permis d'Etat (arrêtés préfectoraux).

Enfin, sur la question du PLUi de la CCPS, ce dernier n'est pas opposable à ce jour et il n'a pas pour obligation de traiter spécifiquement la question éolienne. D'autre part, nous rappelons que la CCPS n'a pas et ne porte aucun projet éolien.

#### **- Conclusion, page 6/7**

L'étude acoustique du parc éolien des Chemins de Grès est complète, faite selon les normes applicables (norme de mesure NFS 31-114) et ne relève aucune potentielle non-conformité du projet vis-à-vis de la réglementation acoustique et des émergences maximales admissibles de jour et de nuit par rapport à l'extérieur des habitations. Nous soulignerons que cette étude acoustique a été soumise pour avis aux experts des services de la DREAL et qu'aucune contribution négative à ce projet n'a été formulée par la DREAL dans l'avis de l'Autorité Environnementale dont bénéficie ce projet.

Les distances d'éloignement préconisées par rapport au gazoduc sont pleinement respectées et aucune distance normative ou préconisée n'est à respecter vis-à-vis des voies circulées.

Il n'existe pas de "bulle éolienne" comme l'affirme l'association PACAVI. Les éoliennes sont à l'heure actuelle la seule source d'énergie renouvelable mûre et fiable qui permet à la fois de répondre aux enjeux du réchauffement climatique par un déploiement rapide et efficace de cette forme d'énergie totalement décentralisée. L'éolien est pertinent d'un point de vue efficacité de lutte contre le changement climatique, performant économiquement. En effet, les acteurs de l'éolien sont aujourd'hui prêts à la disparition annoncée des tarifs d'achat réglementés et ainsi arriver sur le tarif de marché. Enfin, le tarif d'achat dont bénéficie aujourd'hui l'éolien en France à un prix de l'ordre de 8c€, est le plus bas d'Europe. Ceci est à mettre en parallèle avec un prix de l'électricité française qui est également et **artificiellement** le plus bas d'Europe compte tenu d'une énergie nucléaire ultra dominante dans le mix énergétique de l'électricité, dont le financement a été assuré dans les années 1970 sur les impôts des contribuables français (EDF était alors une entreprise nationalisée). Seulement, si le choix politique reconduit dans la prochaine décennie celui du tout

nucléaire, car la question va se poser avec l'âge très avancé du parc nucléaire français, va alors surgir au grand jour le véritable coût de l'électricité française, lequel se situera pour le consommateur autour des 20c€ ! pour s'en rendre compte il suffit de prendre l'exemple des projets de réacteurs nucléaires en cours dont les coûts de réalisation explosent et annoncent tous un prix sortie de centrale avant distribution de plus de 12c€ ! Nous n'avons aucun doute que l'éolien sera à l'avenir compétitif et qu'il répond à la révolution en cours de la décentralisation totale des moyens de production.

### Réponse à l'association APEEVA

Notre société a été bien à mal pour apporter une réponse aux 7 pages de la lettre adressée par M Bruno Plancke, Président de l'APEEVA.

En effet, ces quelques pages se révèlent être plus un réquisitoire dirigé globalement contre L'EOLIEN, plutôt que d'arguments précis adressés spécifiquement sur l'objet de cette enquête publique à savoir, le projet éolien des Chemins de Grès.

Nous n'apporterons donc aucune réponse aux sujets abordés dans ce courrier comme les infrasons (sujet traité aux §5.3.2.3 p 319 et § 5.4 p 324 de l'EIE), aux hypothétiques effets sur la valeur de l'immobilier et aux autres sujets abordés toujours superficiellement, augmentation des gaz à effet de serre par les éoliennes, sans jamais entrer dans le détail ou avec un argumentaire construit et étayé. D'autant plus que ces aspects ont été traités dans le chapitre B. du présent mémoire en réponse.

Nous avons également noté dans ce courrier plusieurs affirmations du Président de l'APEEVA qui flirtent avec la diffamation et sont pour le moins totalement mensongères.

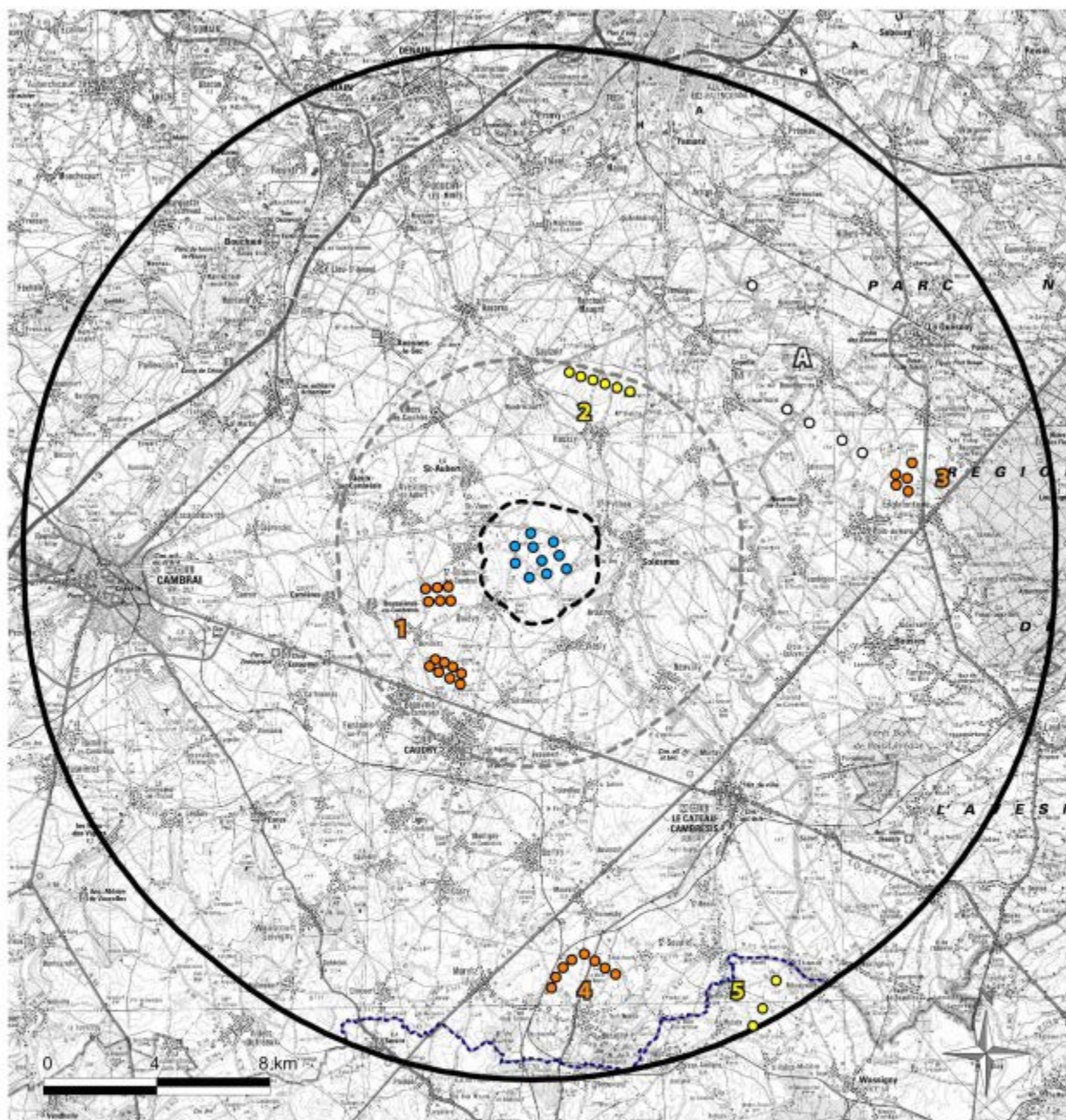
Il s'agit notamment des extraits suivants du courrier et que nous soumettons dès à présent pour analyse à nos conseillers juridiques:

- *"des pseudos cabinets d'études qui ont des ramifications avec le porteur de projet"*
- *"M. Antoine Brebion déclare avoir la main mise sur le foncier cambrésien et y faire ce qu'il veut"*
- *"des trucages de cartes afin de cacher un lieu hautement archéologique"*
- *"le seul but d'Ecotera est d'implanter ces machines et d'en tirer de l'argent"*

A présent, pour ce qui est des quelques points de ce courrier de l'APEEVA auxquels une réponse est susceptible d'être apportée, nous constatons malheureusement que le représentant de l'association ne semble pas bien savoir faire la distinction entre l'objet et la portée d'une étude d'impact sur l'environnement, de son résumé non technique et du résumé non technique d'une étude des dangers. En effet, ce courrier reproche à la société Ecotera que ne figure pas dans le résumé de l'étude des dangers les autres implantations éoliennes autour du projet en question et en particulier celles récemment autorisées de la Voie du Moulin Jérôme. Cependant, il ne peut en être autrement pour une étude des dangers. Il est en effet totalement inutile qu'une telle étude traite d'implantations éoliennes situées à plus de 2,5 km de distance ! Il n'y a aucune interrelation possible d'un point de vue « dangers pour l'environnement et pour le public » entre ces 2 projets. **Le périmètre d'étude d'une étude des dangers se limite toujours à un périmètre de 500 m de rayon autour de chaque éolienne.** Il est dès lors parfaitement logique et réglementairement justifié que ne soit pas présenté dans cette étude des dangers le projet éolien de la Voie du Moulin Jérôme.



Pour ce qui est de l'étude d'impact, le contexte éolien autour du projet est très exhaustivement décrit et ce en particulier au **paragraphe 6.1.1 de l'étude d'impact et la carte associée n°140** ci-dessous reprise.



**Parcs éoliens en exploitation  
et autres projets éoliens connus  
sur le périmètre d'étude éloigné**

Projet éolien des Chemins de Grès

Juillet 2014

Echelle : 1/200 000

Réf. : CdG/cm

Copyright IGN



Projet

● Eolienne

Aires d'étude

▤ proche : 1 km

▤ intermédiaire : 6 km

▤ éloignée : 17 km

Parcs éoliens existants

○ Eolienne en exploitation

Autres projets éoliens connus

● Eolienne autorisée (construction à venir)

● Eolienne en instruction

- avis de l'autorité environnementale publié -

Carte 140 : Localisation des autres projets éoliens connus sur l'aire d'étude éloignée

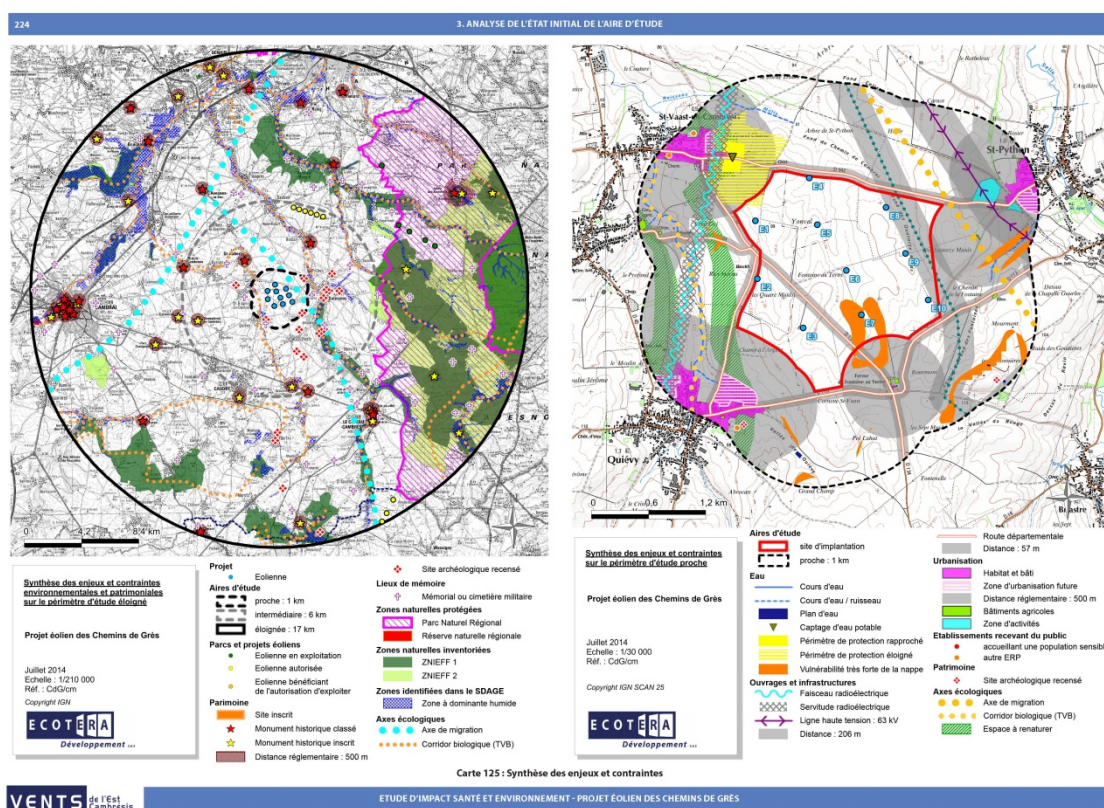


- Page 1/7 "où le territoire du SCOT concentre ses richesses naturelles".

Nous ne parvenons à déterminer dans quel élément du SCOT l'APEEVA a extrait cette affirmation. Ceci nous semble d'autant plus surprenant que le site d'implantation du parc éolien se situe au sein justement du zonage Z43 retenu comme favorable à l'éolien par ce même SCOT.

- Page 2/7 "l'étude d'Ecotera semble très troublante par le fait que le couloir migratoire soit placé exactement sur le tracé du gazoduc...."

La **carte 125** ci-dessous extraite de l'**étude d'impact, page 224** parle d'elle-même. Il n'y a pas superposition de l'axe migratoire secondaire et local avec le tracé du gazoduc. Par ailleurs, ce document est en parfaite adéquation avec les éléments produits dans l'étude d'impact du projet de Haussey.



- Page 2/7 "les photomontages sont très généralement peu représentatifs et/ou mal situés". L'APEEVA ne justifie d'abord nullement cette accusation, quels photomontages sont visés, en quoi seraient ils éventuellement mal placés et vis-à-vis de quel critère ? Et d'autre part, l'association est bien la seule à critiquer sur ce point l'étude paysagère en ce sens que l'avis de l'autorité environnementale du 22/01/2015 souligne la qualité et l'approche très détaillée qui est faite dans cette étude paysagère.

- Page 2/7 "la population de Quiévy va être totalement cernée par 24 éoliennes".

L'étude d'impact et en particulier le volet paysager ont étudié très en détail cette question du cumul des projets: extrait **\$6.4 page 154 volet paysager**, " Conclusions. Le projet des «Chemins de Grès» semble générer un impact visuel supplémentaire principalement pour le village de Quiévy: un enserrement visuel, même s'il est faible, reste possible avec le parc de «la Voie du Moulin Jérôme», toujours sans atteindre de réelle de saturation visuelle." Le projet éolien des Chemins de Grès se situe au sein d'une zone prioritaire (« pôle de densification" parmi les zones favorables du SRCAE du NPDC.

- Pages 2-3/7, considérations historiques et patrimoine vernaculaire locaux.

Nous lisons avec beaucoup d'attention le recensement ici fait des traces et vestiges du patrimoine vernaculaire local sur une période de près de 1000 ans. Malheureusement, nous craignons que s'il fallait bannir tout projet nouveau et d'avenir à proximité ou sur le site de ce type de patrimoine, plus aucun projet ne serait possible en France. Si nous remontons en effet jusqu'à Vercingétorix ou encore davantage, chaque mètre carré de notre pays peut révéler un intérêt. Nous soulignons simplement que le projet éolien des Chemins de Grès n'impactera aucun monument historique.

- Page 3/7 "il est urgent de mettre en place un principe de précaution... avant la mise en danger de la vie d'autrui (cf. amiante, le médiateur, le sang contaminé,...)."

L'éolien n'a jamais tué personne ou rendu quelqu'un malade. La comparaison avec des scandales tels que ceux énumérés ci-avant est tout simplement absurde.

- Page 3/7, considérations relatives à l'étude de l'Académie Française de Médecine.

L'APEEVA en fait ici une lecture partielle et partielle qui en dénature malheureusement les conclusions. Les réelles conclusions de cette étude sont que l'Académie de médecine n'a pu mettre en évidence dans son travail de recherche la moindre corrélation entre éolienne et survenance de problèmes de santé. Et, faute d'études probante à disposition, l'Académie **recommande**, avec un certain excès, qu'à titre conservatoire soit suspendue toute implantation d'éolienne à moins de 1500 m des habitations. Voici l'extrait de ce rapport de 2006 :

#### "7- Conclusions

*Le Groupe de Travail réuni à cet effet a étudié, parmi les réticences suscitées par l'installation des éoliennes, celles qui intéressent la santé de l'homme.*

*Il estime :*

- 1. que la production d'infrasons par les éoliennes est, à leur voisinage immédiat, bien analysée et très modérée : elle est **sans danger pour l'homme** ;*
- 2. qu'il n'y a pas de risques avérés de stimulation visuelle stroboscopique par la rotation des pales des éoliennes ;*
- 3. que les risques traumatiques liés à l'installation, au fonctionnement et au démontage de ces engins sont prévus et prévenus par la réglementation en vigueur pour les sites industriels, qui s'applique à cette phase de l'installation et de la démolition des sites éoliens devenus obsolètes.*

*Il constate:*

4. *que les vrais risques du fonctionnement des éoliennes sont liés à l'éventualité d'un traumatisme sonore chronique, dont les paramètres physiopathologiques de survenue sont bien connus, et dont l'impact dépend directement de la distance séparant l'éolienne des lieux de vie, ou de travail, des populations riveraines.*

*Il observe*

5. *que la réglementation actuelle, relative à l'impact sur la santé du bruit induit par ces engins [17], ne tient pas compte :*

- *ni de leur nature industrielle,*
- *ni de la grande irrégularité des signaux sonores émis par ces machines ;*
- *des progrès techniques dans la simulation et l'enregistrement au long cours des impacts sonores.*

6. *que ni les installateurs d'éoliennes, ni les pouvoirs publics, ni les Associations n'ont établi de statistique indiquant, pour chaque éolienne (ou parc d'éoliennes), privée ou publiques, la distance séparant chaque engin de l'habitation la plus proche ;*

## 8- Recommandations

*Pour faire la preuve de l'éventuelle nocivité du bruit éolien pour l'homme, l'Académie estime indispensable que soient entreprises deux types d'études comportant:*

- *la mise au point d'une procédure réalisant l'enregistrement, sur une période longue de plusieurs semaines, du bruit induit par les éoliennes dans les habitations, puis son analyse à différentes échelles temporelles, afin d'appliquer cette expertise aux populations intéressées.*
- *une enquête épidémiologique sur les conséquences sanitaires éventuelles de ce bruit éolien sur les populations, qui seront corrélées avec la distance d'implantation de ces engins, et les résultats des mesures proposées ci-dessus.*

*En attendant les résultats de ces études, l'Académie recommande aux pouvoirs publics que, dès maintenant :*

- *à titre conservatoire soit suspendue la construction des éoliennes d'une puissance supérieure à 2,5 MW situées à moins de 1500 mètres des habitations, [...] "*

**- Page 4/7, considérations sur les valeurs de l'étude acoustique: "à plusieurs reprises l'étude acoustique montre des valeurs proches de 60dB".**

Nous sommes bien incapables de répondre à ce point soulevé car nous ne savons déterminer ce qui est précisément visé par ce passage du courrier. 60 dB ???

En quel lieu, en valeur résiduelle, en contribution, en bruit ambiant ?

La réglementation ne spécifie quant à elle nulle part l'existence d'un tel seuil ou valeur de 60dB.

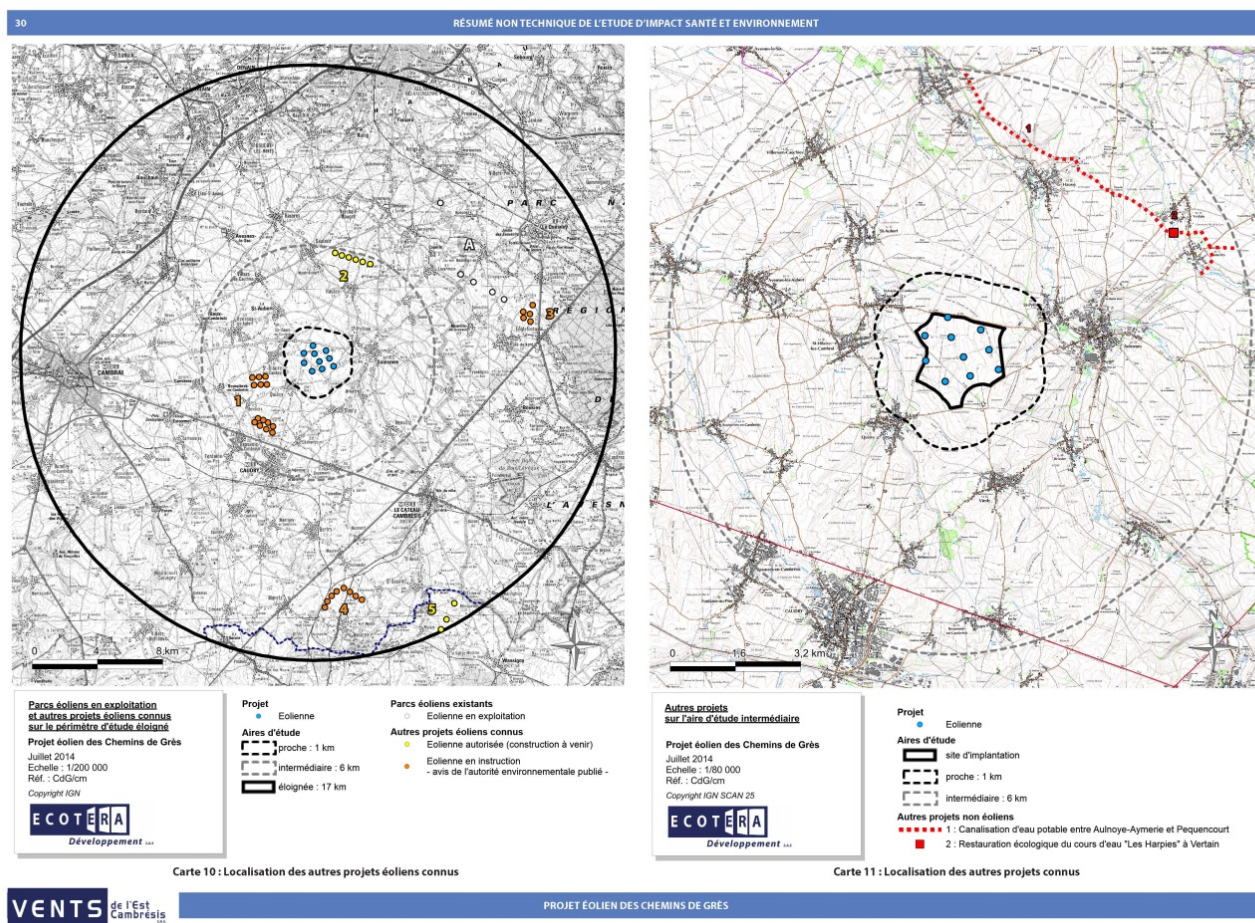
Enfin, l'étude acoustique a fait l'objet de 2 campagnes de mesures exploitées, il s'agit d'un gage de représentativité de la mesure du bruit résiduel et donc d'une étude fidèle à la réalité.

**- Page 5/7, "la carte 2 contexte éolien confirme mes dires à savoir qu'Ecotera spécifie la présence d'éoliennes.... En oubliant les 14 éoliennes qui seront juste à côté."**

L'APEEVA a semble-t-il effectué une lecture très incomplète du dossier car si elle avait pris la peine de tourner encore quelques pages du résumé non technique de l'**étude d'impact**, elle aurait alors lu la **carte**



**n°10 page 30** quoi décrit très exhaustivement le contexte éolien proche du parc des Chemins de Grès et le parc autorisé récemment de 14 éoliennes.



- Page 6/7, "le droit de retrait de son engagement mais selon Ecotera en acquittant la somme de 100k€!".

Nous ne savons comment l'APEEVA s'est procurée notre document de promesse de bail, mais quoi qu'il en soit, elle n'a une nouvelle fois pas effectué une lecture attentive des documents en sa possession puisque ce document ne prévoit nullement une clause pénale de 100k€ en cas d'exercice du droit de rétractation prévu par le code du commerce. L'exercice de ce droit est totalement gratuit, il peut être librement effectué dans les délais légaux et sans aucune compensation de quelque nature que ce soit dans nos documents. C'est malheureusement bien connaître le code du commerce, car assujettir un droit de rétractation à une clause pénale de 100k€ vaudrait avec une totale certitude jugement de nullité du document devant le TGI.

- Page 6/7, "l'éolienne E7 sera implantée dans une zone de vulnérabilité très forte pour les eaux souterraines."

Sur ce point, nous renvoyons une nouvelle fois au contenu de l'*étude d'impact*, au § 4.1.2.5 page 231, qui démontre qu'il existe un retrait de 22 m de terrain entre le niveau le plus haut de la nappe par hautes eaux et le point bas de la fondation de l'éolienne E7. D'autre part, le béton est un matériau inerte et parfaitement stable, source d'aucune pollution des eaux. Si tel était le cas, serait interdit toute construction de maison à proximité de cours d'eau ou nappes avec des fondation béton dont la superficie équivaut généralement à celle d'une fondation éolienne.

- Page 7/7, "notre association a fait réaliser des estimations de biens en indiquant....le prix du bien varie fortement!".

Si cette étude existe et est pertinente, pourquoi l'APEEVA n'a-t-elle pas saisi l'occasion de la produire ?

#### Réponse à l'association APEEVA

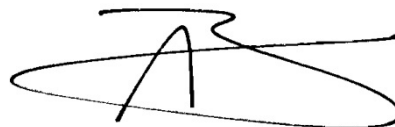
Nous ne pouvons pas répondre aux observations de Monsieur VANDERPEPEN émises au titre de différentes associations (FED, Confédération Paysanne, Amis de la Terre, ATTAC), puisqu'aucune observation sur le projet éolien des Chemins de Grès n'est émise. M. VANDERPEPEN fournit en effet un certain nombre de rapports défavorables à la filière éolienne en général.

Fin du mémoire en réponse.

Le 18 mai 2015,

**BREBION Antoine,**

Président les VENTS de l'Est Cambrésis SAS

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' with a horizontal line through it, followed by a large loop and a final horizontal stroke.

## ANNEXE n°1

# « Les éoliennes n'entraînent pas de baisse de l'immobilier »

Noyal-Pontivy - 03 Octobre

<http://www.ouest-france.fr/les-eoliennes-nentraiment-pas-de-baisse-de-limmobilier-2877709>



La commune compte déjà 4 éoliennes mises en service en août 2005. Mais qu'un nouveau projet s'annonce, il n'en faut pas plus pour créer le débat entre les pros et les anti-éoliens. |

## Enquête

Le prix de l'immobilier à Noyal-Pontivy s'effondrerait avec l'annonce d'un nouveau projet de trois à cinq éoliennes dans de Calavret et Penprat ? C'est en tout cas ce qu'affirme Anne-Marie Robic. La présidente de l'association des Amis du patrimoine de Bieuzy (APB) - qui avait déjà déposé un recours contre le parc de trois éoliennes à Kerfourn (recours rejeté par la cour administrative d'appel de Nantes) - soutient qu'« **au nord-est et à l'est de la commune, la dépréciation est d'ores et déjà estimée à 40 %, d'après les jurisprudences** ».

« Le bien devient invendable »

Anne-Marie Robic ajoute que, depuis l'annonce du projet en conseil municipal, « **tous les notaires, toutes les agences immobilières de la région et la mairie de Noyal-Pontivy ont l'obligation d'informer les futurs acquéreurs d'une habitation qu'il existe un projet** ».



**éolien sur la commune. Cela tant que les projets n'auront pas été refusés par le conseil municipal lors de la prochaine réunion le 1<sup>er</sup> décembre prochain. »**

Et d'insister : « **La population riveraine de ces installations électriques, souvent modeste, peut voir son projet de vie saccagé. Partir ? Comment ? Le bien devient invendable, car les retombées financières d'une centrale éolienne, payées par le consommateur d'électricité, ne sont profitables qu'aux propriétaires fonciers qui louent leur terrain et aux collectivités territoriales. »**

Lotissements remplis

Alors ? L'annonce d'un projet éolien entraîne-t-elle une baisse de la valeur immobilière ? Absolument faux, selon Marc Kerrien, le maire : « **Nous avons déjà quatre éoliennes sur ce secteur, à la limite de Gueltas. Elles sont en service depuis août 2005. Cela n'a pas empêché les lotissements de se remplir et ce, très rapidement. J'en veux pour preuve l'augmentation de la population noyalaise. Par ailleurs, les prix n'ont jamais baissé depuis. S'il y avait une répercussion à la baisse sur l'immobilier actuellement, ce serait plutôt dû à la crise. »**

Les agences immobilières contactées, elles, n'étaient même pas au courant de ce projet. Et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles n'ont pas l'air inquiètes. « **Ce projet est situé très loin des zones constructibles et des maisons à vendre qui se situent principalement autour du bourg** », rappelle ainsi un responsable. De fait, les futures éoliennes se trouveront à plus de 2 km du centre-bourg, en limite de la commune de Gueltas, le seul endroit où les habitations se trouveront à plus de 500 m des mâts, distance minimum requise par la loi.

Pas de baisse des affaires

Yvon Peresse, agent immobilier pontivyen, qui commercialise actuellement le lotissement des Échauguettes, ne constate pas, lui non plus, de baisse des affaires. « **Nous avons vendu 9 lots sur les 17 de la première tranche et nous venons de signer deux compromis les jours derniers. »**

Bref, ces éoliennes n'effraient pas le marché immobilier. Et le projet avance. Certains agriculteurs contactés par les entreprises auraient déjà donné leur accord. Il est vrai que l'apport financier apporté pour la construction de ces éoliennes n'est pas négligeable dans cette période difficile pour les exploitants agricoles. Une fois les machines en service, les propriétaires peuvent aussi tabler sur des retombées financières d'environ 2 000 € par mégawatt et par an. Si cinq éoliennes sont installées, la commune, elle, peut compter sur un revenu de « **105 000 €, à partager avec la communauté de communes, chaque année** », précise Thomas Moralès, chargé de projet de P & T Technologie, une des deux sociétés candidates pour monter et exploiter ce parc éolien.

## ANNEXE n°2

## PROJET EOLIEN DES CHEMINS DE GRES

### ÉLEMENTS DE REPONSE A L'ENQUETE PUBLIQUE – O2 ENVIRONNEMENT

#### Remarques de l'association PACAVI.

Avifaune.

#### Remarque 1.

L'association PACAVI fait référence à un couloir de migration cité par une étude réalisée par un bureau d'étude AMBE pour le compte d'un aménageur EDF.

Cette étude date de 22 ans.

Pourquoi l'étude réalisée par EDF serait-elle plus crédible que celle réalisée par ECOTERA ?

Rien ne permet d'affirmer que le couloir migratoire déterminé par EDF soit plus valable que ceux définis par ECOTERA.

Les observations sur le positionnement des axes de déplacement de l'avifaune sont conformes avec les schémas régionaux validés par les services de l'État : notamment le Schéma régional Climat, Air et Énergie (SRCAE, 2012) et le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) 2014.

#### Question 1.

*Quelles mesures sont envisagées pour éviter ce massacre ?*

Il n'y aura pas de massacre d'Oiseaux migrants. L'étude d'impact sur la santé et l'environnement (EISE) le démontre clairement en apportant des observations, des analyses de risque et des réponses claires dans le cadre de la loi.

Les mesures destinées à réduire les effets du projet éolien sont détaillées dans l'étude d'impact sur la santé et l'environnement (EISE).

#### Question 2.

*Que faire des oiseaux tués par les pâles et projetés au sol ?*

Rien. Les citoyens ne sont pas habilités à ramasser d'éventuels cadavres d'Oiseaux, qu'ils soient tués par des chasseurs, des véhicules routiers, des lignes électriques EDF ou des éoliennes.

Si une mortalité anormale d'Oiseaux apparaissait (liée aux éoliennes ou non), il faut avertir le réseau SAGIR animé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

## **Remarques de l'association APEEVA.**

### Remarque 1. Page 2/10.

L'association APEEVA signale que le projet éolien a bien intégré la Trame verte et bleue du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Le maître d'ouvrage du projet a bien respecté les zonages environnementaux déterminés par les services de l'État notamment au travers du SRCE et du Schéma régional Climat, Air et Énergie (SRCAE, 2012).

L'association APEEVA semble interpellée par le fait que le gazoduc et une voie de migration sont 'superposés'.

C'est une erreur de lecture de la carte : le gazoduc est au sol (en fait, souterrain) et la voie de déplacement des Oiseaux concerne des déplacements en altitude, jusqu'à plus de mille mètres. C'est comme si on faisait passer du gaz dans le sol, un canal avec ses péniches par-dessus, une autoroute avec son trafic routier sur un pont enjambant le canal et, enfin, un couloir aérien emprunté par des avions en approche d'un aéroport. Sur la carte, ils *semblent* tous au même endroit, dans les faits chaque infrastructure fonctionne sans problème indépendamment des autres.

## **4. Remarques de M. J.M. BEUDIN.**

### Remarque 1.

*Que penser du non-respect du couloir migrateur ?*

M. BEUDIN fait référence à un couloir de migration cité par une étude réalisée par un bureau d'étude AMBE pour le compte d'un aménageur EDF.

Pourquoi l'étude réalisée par EDF serait-elle plus crédible que celle réalisée par ECOTERA ?

Les observations sur le positionnement des axes de déplacement de l'avifaune sont conformes avec les schémas régionaux validés par les services de l'État : notamment le Schéma régional Climat, Air et Énergie (SRCAE, 2012) et le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) 2014.

L'étude réalisée par ECOTERA a identifié les couloirs de déplacement de la faune au cours de l'étude et sur la base des documents officiels établis par les services de l'État (Trame verte et bleue, SRCE, SRCAE,...).

Le porteur de projet n'est pas tenu de respecter un autre couloir migratoire défini par une autre entreprise pour un autre projet dans un autre cadre et qui date de 22 ans.

Rien ne permet d'affirmer que le couloir migratoire déterminé par EDF soit plus valable que ceux définis par ECOTERA Développement.

## **7. Remarques de M. G. LECLERCQ.**

### Remarque 1.

*M. LECLERCQ souhaite poser des réserves.*

Quelles sont-elles ?

## **11. Remarques de M. JJ. MARCHAND.**

### Remarque 1.

*M. MARCHAND signale que les éoliennes tuent un nombre effarant de faune aviaire.*

À quel titre M. MARCHAND, résidant en Haute-Savoie, intervient dans l'enquête publique du projet éolien des CHEMINS DE GRES.

Sur quelle fond documentaire se base M. MARCHAND pour affirmer que les éoliennes tuent des Oiseaux ? La presse ? Ses observations ? Des rapports d'étude scientifiques ?

Aucun rapport d'étude scientifique réalisé en France et en particulier dans le Nord de la France n'a jamais établi un nombre *effarant* d'Oiseaux tués par les éoliennes.

Qu'est-ce qu'un nombre *effarant* d'Oiseaux tués par une éolienne ?



## ANNEXE n°3

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale de l'Aviation civile

Lesquin, le 09 octobre 2014

Direction de la sécurité de l'Aviation civile

Direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord

Délégation Nord Pas de Calais

Le délégué

à

ECOTERA développement  
(à l'attention de Mme Moyeux)  
521, bd du Président Hoover  
« Le Polychrome »  
59800 LILLE

Nos réf. : DNPC/2014/10/0057 TATOO n° 29945 à 22954

Affaire suivie par : Bastien Voyerne

bastien.voyerne@aviation-civile.gouv.fr

Tél. : 03 20 16 18 12 - Fax : 03 20 16 18 17

**Objet :** Demande d'avis dans le cadre de la procédure d'autorisation unique (AU) pour un projet de parc éolien de 10 machines « les chemins de Grès » sur les communes de St Hilaire les Cambrai, St Python, St Vaast en Cambrésis et Viesly.

Madame,

Vous avez sollicité mon avis sur le projet en objet dans le cadre du **Décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement**.

Le projet est considéré comme un ensemble d'obstacles minces de hauteur maximale hors tout de 156m soit une altitude maximale déclarée de 262m NGF dont les caractéristiques précises sont les suivantes :

E1	hauteur 156m	altitude NGF 97m	Lat 50°11'07.4"N	Long 003°26'18.5"E
E2	hauteur 156m	altitude NGF 90m	Lat 50°10'47.8"N	Long 003°26'19.3"E
E3	hauteur 156m	altitude NGF 102m	Lat 50°10'31.1"N	Long 003°26'43.3"E
E4	hauteur 156m	altitude NGF 87m	Lat 50°11'21.8"N	Long 003°26'46.8"E
E5	hauteur 156m	altitude NGF 91m	Lat 50°11'06.0"N	Long 003°26'51.0"E
E6	hauteur 156m	altitude NGF 92m	Lat 50°10'50.4"N	Long 003°27'06.0"E
E7	hauteur 156m	altitude NGF 97m	Lat 50°10'35.4"N	Long 003°27'13.9"E
E8	hauteur 156m	altitude NGF 97m	Lat 50°11'11.7"N	Long 003°27'27.1"E
E9	hauteur 156m	altitude NGF 98m	Lat 50°10'56.0"N	Long 003°27'37.2"E
E10	hauteur 156m	altitude NGF 106m	Lat 50°10'40.4"N	Long 003°27'49.0"E

Il n'est concerné par aucune des servitudes aéronautiques ou radioélectriques civiles concernant le Nord Pas de Calais.

En conséquence, un **avis favorable** est donné à ce projet.

Néanmoins, cet avis n'a de valeur que sur la base des caractéristiques des éoliennes (hauteur, altitude, coordonnées d'implantation) transmises dans le dossier et détaillées ci-dessus. Le non-respect de ces caractéristiques dans le cadre de la procédure AU remettra en cause le présent avis et il conviendra, alors, de solliciter de nouveau mon avis.

Le projet fera l'objet d'un balisage strictement conforme à **l'arrêté du 13 novembre 2009** *relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques*.

De plus, vous voudrez bien m'adresser copie de la décision arrêtée par les services instructeurs.

Enfin, je souhaite également recevoir la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT). Ces documents sont essentiels à la diffusion de l'information aéronautique garantissant la sécurité aux usagers de l'espace aérien.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.



**Copie à : SNA Nord, DTI, DREAL, DDTM Nord, ZAD Nord**